

**LIBE PAGE 8**

**Fondateur : Hubert Beuve-Méry**

**Directeur : Jacques Fauvet**

**3 F**

Algérie, 2 B; Maroc, 2,50 dh; Tunisie, 250 m.  
Algerie, 1,00 din; Asriche, 14 sch.; Belgique,  
20 B.; Comores, 5, 10; Côte-d'Ivoire, 205 F; CFA  
Communauté, 6,50 m; Espagne, 70 pes.; E.-M., 40 p.  
Grèce, 40 dr.; Indes, 125 rs.; Iran, 70 m.  
Italie, 300 L.; Liban, 325 P.; Luxembourg, 20 t.  
Norvège, 4,50 kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal,  
40 esc.; Sénégal, 100 F CFA; Suisse, 4,50 fr.  
Suisse, 1,20 s.; E.-M., 25 cents; Yougoslavie, 20 d.

Tarif des abonnements page 6

**5, RUE DES ITALIENS**  
**75007 PARIS CEDEX 09**  
**C.C.P. 6397 - 23 PARIS**  
**Télax Paris no 650572**

\* En vente chez tous les marchands de journaux. 28 F.

La solidarité majoritaire e  
ses limites qui sont l'excès  
de contrainte et l'ambiguïté.

**mócsónat**

Un des croyances les plus  
 chèrement répandues chez nous  
 est que dans les sphères les plus  
 hautes, c'est que la France est  
 aujourd'hui la leader de la  
 culture dans le monde. Puisque nous  
 avons construit les cathédrales, le  
 Louvre, Versailles, créé l'Impre-  
 sionnisme, vu notre Cézanne et  
 Matisse, abrité Picasso, notre règne  
 culturel est pour l'éternité inscrit  
 dans l'histoire. Par quel miracle notre  
 société échappera-t-elle au destin de  
 toutes les civilisations, à savoir  
 qu'elles sont mortelles ?

DANIEL TENDON

(Lire la suite page 2.)







## Afghanistan

## Grande-Bretagne

**LA FIN DU CONGRÈS DE BRIGHTON**  
**Le parti travailliste ne s'est pas doté**  
**d'un programme de gouvernement crédible**

De notre envoyé spécial

[illegible][illegible]

**Atelier de poterie**  
LE CRU ET LE CUIT  
accueil en groupe  
les amateurs de 3 à 83 ans  
3, RUE LACEPÈDE, PARIS-5  
96.00.00.00 - 01.42.22.00.00

**Afghanistan**  
POUR L'AGENCE TASS  
LE REPORTAGE DIFFUSÉ SUR TF  
EST « TENDANCIEUX »

[illegible]

## Chine

## L'auteur d'un témoignage sur les camps de travail serait jugé prochainement

De notre correspondant

Pékin. — Les autorités chinoises, apprenant-on de bonne source, préparèrent un procès à l'encontre de Wang Tsing, dont le témoignage sur le système de répression de la presse populaire est arrivé récemment en Occident (Le Monde du 12-10-1979). Le procès, qui a lieu, serait le premier organisé à l'encontre d'un journaliste étranger à l'étranger, en Chine, en octobre 1979, de Wu Wangsheng le plus célèbre journaliste étranger, quelques semaines plus tard, d'une dizaine de journalistes étrangers, dont un journaliste américain, comme l'écrit, entre autres, *Le Monde*.

La comparaison devient un témoignage de la dégradation de nos journaux depuis plus de deux ans, depuis que Wang Tsing a été arrêté et condamné à la diffusion sur *State-United* et en province, d'un article qu'il avait écrit sur un camp de rééducation par le travail, à l'étranger, et qui avait été traduit et publié nettement plus lourde que celle qui est habituelle en Chine.

— mais le pouvoir de la Sécurité publique est discriminatoire, parce qu'il est arbitraire.

La publication du document de M. Lu Qing qui fut pendant 10 ans le directeur de *State-United* (1970) l'analogue de la revue paritaire de Thibaut de 1959, et qui fut le seul journaliste qui ait adressé un article critique à l'égard du régime de Washington Post, M. Weisbach, dans le courant de l'été, est une reconnaissance officielle de l'information du ministère des affaires étrangères, que les journalistes étrangers correspondants en poste à Pékin ont écrit toute polémique sur les activités des dissidents.

On apprend, d'autre part, qu'un petit indépendant du *Shichuan*, qui avait été arrêté et condamné à trois ans de prison, avait été libéré, et qu'il s'engageait à participer à une exposition des peintures non officielles, à l'étranger, en 1980. Il avait ensuite amené dans son domicile à Pékin, une dizaine de peintures, un petit musée de ses œuvres qu'il faisait visiter.

MANUEL LUCBERT,

**MANUEL LUCBERT.**

**SIBÉRIE CHINE MONGOLIE**  
PAR LE TRANSSIBÉRIEN  
20 ANS D'EXPERIENCE - RÉFÉRENCES EXCEPT.  
PRIX GARANTIS  
ADHÉREZ ET VOYAGEZ « ASSOCIATION »  
**VOYAGES ET CULTURE**  
54, Hôle Vigné, 14000 CAEN - 16 (31) 86-44-01

## Appel pour la libération de Sion Assidon

M. Ben ASSOUAD, député-touriste aux manifestations marxistes, arrêté en 1975, a été condamné à quinze ans de détention. De nombreuses organisations nationales, et internationales, ont fait nombreuses démarches en vue de sa libération. Le recteur conclut : il est emprisonné depuis 1975 pour ses opinions politiques, avec l'un des plus dénués conditions comme lui ait procès de Castaneda d'oct 1975 et avec des dizaines d'autres prisonniers politiques. Les autres détenus de la prison de Castaneda ont été libérés, mais lui seul est resté en prison. Le recteur conclut : il est emprisonné depuis 1975 pour ses opinions politiques, avec l'un des plus dénués conditions comme lui ait procès de Castaneda d'oct 1975 et avec des dizaines d'autres prisonniers politiques. Les autres détenus de la prison de Castaneda ont été libérés, mais lui seul est resté en prison.

- [illegible]

هكذا من الأما



AMÉRIQUES

Paraguay: de l'électricité dans l'air

II. — Le bulldozer brésilien

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Qui succédera au général Stroessner, maître du Paraguay depuis vingt-sept ans ? La question est aujourd'hui posée, bien que le vieux dictateur semble solidement en selle. Le Monde a le 30 octobre.

Assombrissement. — C'est un changement géologique. Pour le faire sentir d'un mot, je dirai que le Paraguay entre dans l'ère post-Stroessner. Notre interlocuteur est un brillant technocrate, de sensibilité sociale-chrétienne. Il a choisi de rester au pays, il travaille dans le secteur, avec toutes les ambiguïtés que cela comporte, et qu'il reconnaît. « Mais, ajoute-t-il, dans ce pays où, pour 70 %, la population est sous-Stroessner, quel est le compromis ? » Il ajoute, trépidant : « Un tournant est pris. Le Jefe est parti. Il n'est plus temps de discuter ni de fuir ni de s'écarter, mais de se battre. Tout est en jeu. On peut encore modifier, c'est la vitesse de la fusée. »

« La fusée », c'est, évidemment, le barrage d'Itaipu, en train de s'édifier sur le fleuve Paraná, la frontière du Brésil, qui devra être, vers 1990, le plus important barrage au monde. La première dix-huit turbines devrait fonctionner en 1984. Ses conséquences pour le Paraguay sont déjà perceptibles : 500 millions de dollars de travaux annuels de services, c'est-à-dire le tiers du budget national, la moitié des exportations officielles. Un ministre du précédent gouvernement, à la fin de 1980, a déclaré : « Le Paraguay sera bientôt un émirat hydro-électrique de l'Amérique latine. » Le mot a fait fortune. Il n'est pas exagéré de dire que le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Il n'est donc pas exagéré de dire que le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Un pays d'Amérique latine. De ce qui était, précédemment, sa faiblesse dans un monde plus en plus ouvert, le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Les cinq décennies précédentes, pourtant agitées, ont peut-être été les plus calmes de l'histoire du Paraguay. Le pays a connu la guerre du Chaco (1932-1935), avec son cortège de souffrances et de morts, avait permis quelques conquêtes territoriales, mais aucun gain économique : le pétrole, pour lequel on croyait se battre, était resté — on le sait plus tard — chez les voisins du Brésil. La démolition déboucha, en 1938, sur une brève révolution populiste, socialisante et nationaliste, elle échoua, mais donna le coup de grâce au régime de Stroessner, libérale en vigueur depuis le début du vingtième siècle.

Dans ce vide de pouvoir, l'armée, au premier chef, a été le grand bénéficiaire. Elle a été le lien et l'âme de la nation. Après quelques années d'absence, elle est revenue, celle du général Stroessner, qui n'est plus le vieux héros, mais le chef d'État. Elle a été le lien et l'âme de la nation. Après quelques années d'absence, elle est revenue, celle du général Stroessner, qui n'est plus le vieux héros, mais le chef d'État.

Dans le domaine social et économique, cependant, l'évolution de 1935 à 1975 était des plus modestes. Le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

En 1982, les deux voisins s'étaient mis à lancer un mouvement de réformes. Le Paraguay, cependant, a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

dérouler seuls, quasiment jamais, à l'exception de quelques moments. Cependant, le bulldozer brésilien a été le lien et l'âme de la nation. Après quelques années d'absence, elle est revenue, celle du général Stroessner, qui n'est plus le vieux héros, mais le chef d'État.

L'avenir du Paraguay est bon, mais il est encore à construire. Le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Les deux théâtres ont leurs chauds partisans. Le gouvernement a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Le contrôle méthodique du pays a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

ment n'estend visiblement pas à l'ensemble du pays. Cependant, le bulldozer brésilien a été le lien et l'âme de la nation. Après quelques années d'absence, elle est revenue, celle du général Stroessner, qui n'est plus le vieux héros, mais le chef d'État.

Trop compliqué. Car c'est aujourd'hui une question brésilienne que le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Car c'est aujourd'hui une question brésilienne que le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Car c'est aujourd'hui une question brésilienne que le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Car c'est aujourd'hui une question brésilienne que le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

des deux premiers postes d'exportation du Paraguay. L'évolution des deux décennies précédentes, pourtant agitées, ont peut-être été les plus calmes de l'histoire du Paraguay. Le pays a connu la guerre du Chaco (1932-1935), avec son cortège de souffrances et de morts, avait permis quelques conquêtes territoriales, mais aucun gain économique : le pétrole, pour lequel on croyait se battre, était resté — on le sait plus tard — chez les voisins du Brésil.

Tout ceci pourrait s'écrouler si le voisin méridional ne parvenait pas à créer un véritable pôle industriel brésilien sur le territoire paraguayen — alors que, pourtant, l'influence chère du voisin brésilien n'est pas si évidente. Car c'est aujourd'hui une question brésilienne que le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Car c'est aujourd'hui une question brésilienne que le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Car c'est aujourd'hui une question brésilienne que le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Car c'est aujourd'hui une question brésilienne que le Paraguay a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

avec, d'un côté, la floraison des entreprises privées des nouveaux riches, et, de l'autre, l'apparition de quartiers de bidonvilles. Il n'est pas jusqu'à l'immense Chaco, qui désert, qui ne bouge à son tour. Jusqu'à la rupture de premiers colons de mennonites allemands et de peuples tribaux indiens, l'ouest du pays (il est aujourd'hui déserté par une poignée d'hommes d'affaires) est en proie à une crise. Il est en proie à une crise. Il est en proie à une crise.

« Stroessner ou longtemps administré en pays ouvert, son système autoritaire n'est plus en mesure de faire face à un seul homme ». La formule revient, quasi identique, chez des hommes très différents. Elle revient, quasi identique, chez des hommes très différents. Elle revient, quasi identique, chez des hommes très différents.

« Stroessner ou longtemps administré en pays ouvert, son système autoritaire n'est plus en mesure de faire face à un seul homme ». La formule revient, quasi identique, chez des hommes très différents. Elle revient, quasi identique, chez des hommes très différents.

« Stroessner ou longtemps administré en pays ouvert, son système autoritaire n'est plus en mesure de faire face à un seul homme ». La formule revient, quasi identique, chez des hommes très différents. Elle revient, quasi identique, chez des hommes très différents.

« Stroessner ou longtemps administré en pays ouvert, son système autoritaire n'est plus en mesure de faire face à un seul homme ». La formule revient, quasi identique, chez des hommes très différents. Elle revient, quasi identique, chez des hommes très différents.

Un contrôle méthodique du pays

Le « stroessnisme » est une méthode de gouvernement qui a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Le « stroessnisme » est une méthode de gouvernement qui a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Le « stroessnisme » est une méthode de gouvernement qui a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Le « stroessnisme » est une méthode de gouvernement qui a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Le « stroessnisme » est une méthode de gouvernement qui a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Le « stroessnisme » est une méthode de gouvernement qui a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Le « stroessnisme » est une méthode de gouvernement qui a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Le « stroessnisme » est une méthode de gouvernement qui a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

Le « stroessnisme » est une méthode de gouvernement qui a vu passer, en 1980, 20 millions de dollars. Cette somme va financer un Paraguay encore à 80 % rural ; un pays où les voyageurs se dirigent vers la capitale, après avoir débarqué à l'aéroport. Stroessner, sans parole arrêtée au passage à niveau établi sur l'unique ligne de chemin de fer nationale, par un convoi majestueux, escorté par une locomotive à bois.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ? LOCATION DEPUIS 220 F/mois (impôt payé) VENTE DEPUIS 270 F/mois sans impôt, et cautions LIVRAISON DANS TOUTE LA FRANCE 26 MARQUES REPRÉSENTÉES Garantie jusqu'à 5 ans. Ouvert du lundi au samedi : 9 h - 18 h

l'entrepôt franck beral

VENTE DIRECTE EN ENTREPÔT DE VÊTEMENTS GRÉFFÉS SUR 1.500 m<sup>2</sup> Une nouvelle formule de vente pour une réelle économie !

Franck Beral offre à des prix incroyables une grande variété de vêtements hommes-femmes. Tout est spécialement étudié par son équipe de stylistes. Approvisionné par huit usines, Franck Beral n'a pour but que la qualité dans la qualité, le choix au meilleur prix.

Pour accéder à notre entrepôt, une carte personnelle vous sera distribuée par téléphone ou par écrit. Pour plus d'infos, contactez-nous au 01 55 55 55 55.

Un stand au Salon de la Franchise pour construire l'avenir de votre entreprise. Pour réserver votre stand, téléphonez à SERETE AMENAGEMENT 225.71.56

# AMÉRIQUES

## El Salvador

### L'opposition se dit prête à négocier avec la junte

New-York. — Un dirigeant du Front démocratique salvadorien, M. Fabio Castillo, ancien recteur de l'université de San-Salvador, a déclaré, le jeudi 1<sup>er</sup> octobre, dans une conférence de presse, à New-York, pour que son organisation continue à participer aux élections prévues par la junte de gouvernement pour mars 1982. Le scrutin ne pourra pas se dérouler d'une manière démocratique, a-t-il dit, étant donné les pressions exercées par les autorités et la présence de militaires près des urnes. En outre, il s'agit pas de pressions libres pour l'opposition. Le conseil électoral serait d'autant plus incapable d'empêcher les fraudes que deux de ses membres (sur trois au total) appartiennent au parti démocrate-chrétien du président de la junte, M. Duarte.

Déposer les armes, a ajouté M. Castillo, ce serait pour la guérilla, « une suicide politique et physique » étant donné la « guerre que les forces de sécurité mènent contre le peuple salvadorien ». Celles-ci tuent chaque jour « de vingt à vingt-cinq civils », a-t-il ajouté, dont plusieurs appartenant au parti de M. Duarte. « Si les élections avaient lieu dans les conditions actuelles, estime le dirigeant du Front, elles pourraient permettre à la junte de défendre l'opposition : les élections de coopération agricole se sont souvent terminées par la massacre des paysans qui y participaient. Elles ont permis à l'armée d'identifier les dirigeants de l'opposition dans les campagnes. La junte fait donc proposition à la junte : 1) ouverture immédiate d'un dialogue pouvant mener à une négociation ; 2) négociations entre toutes les forces en conflit avec la présence de médiateurs internationaux ; 3) campagne globale de négociations avec un calendrier accepté par tous ; 4) information du peuple sur leur développement ; 5) pas de conditions préalables imposées par l'une ou l'autre des parties.

M. Castillo a déclaré, d'autre part, que le Front démocratique révolutionnaire se prononcerait dans les trois jours sur la proposition du président du Panama, M. Aristide Royo, qui, à l'Assemblée générale des Nations unies, mercredi 30 septembre,

De notre correspondante

clérait de Caracas « n'avait été signée que par seul pays ». La Costa-Rica, le Pérou, l'Équateur, Panama et, dans une certaine mesure, le Brésil, ont, au contraire, manifesté leur respect pour l'initiative hémisphérique.

M. Castillo s'est enfin déclaré opposé à un cessez-le-feu conditionnel préalable à la négociation. La junte l'accepterait à la seule condition qu'il soit placé sous un « strict contrôle international », garantissant notamment l'arrêt des livraisons d'armes américaines aux forces de la junte.

NICOLE BERNHEIM.

## Guatemala

### ALORS QUE LA VIOLENCE S'ÉTEND AU NORD DU PAYS

#### Le corps diplomatique fait l'objet de menaces

Guatemala. (A.F.P., A.P.). — Au moins quatre-vingt-cinq assassinats ont eu lieu depuis le dimanche 27 septembre au Guatemala. C'est l'un des signes qui démontrent que la violence dans ce pays, est en passe de déboucher sur un véritable conflit général.

Ainsi, dimanche, à la fin de l'office religieux, quatre paysans ont été tués sur la place principale du village de Chela, dans le Nord, par des inconnus. Mardi, deux jeunes gens qui jouaient au football dans le parc central de la ville de Patzún, dans le département occidental de Chimaltenango, ont été assassinés. Dans la seule journée de dimanche, soixante-dix cadavres, dont certains ont des traces de balles, ont été découverts dans le Nord-Ouest. Les corps de dix paysans qui avaient été enlevés

quelques jours auparavant ont été livrés le mercredi 30 près du village de Palín, à 45 kilomètres au sud de la capitale. Ces assassinats montrent que la violence, qui affectait essentiellement l'Ouest et le Nord-Ouest, est en train de gagner le nord du Guatemala, région jusqu'à maintenant particulièrement paisible, peuplée en majorité d'indiens cultivant de petites exploitations.

D'autre part, des membres du corps diplomatique en passe à Guatemala sont l'objet de menaces et d'agressions anonymes. Certains d'entre eux ont même reçu des bouquets de fleurs jaunes, qui au Guatemala, symbolisent la mort, et ne sont envoyés qu'à l'occasion de funérailles.

Ces menaces ont été prises au sérieux par la représentation

américaine, qui a réévalué ses effectifs. Les diplomates français ont également reçu un certain nombre de menaces, mais rien de particulièrement alarmant. « On indique dans la capitale guatémaltèque, estime un diplomate français, que l'on avait cru déjouer depuis le 8 juillet, par des opposants au régime, l'attaque que la compagnie de l'air et les mouvements subversifs du Vietnam au Salvador et au Guatemala, le Père Palencia, qui a assuré avoir lui-même fait passer des armes à la guérilla, s'apprête à déclencher une offensive générale fin 1981 ou début 1982.

## Etats-Unis

### Le président Reagan tente d'ébranler l'opposition du Congrès à la vente des avions-radars à l'Arabie Saoudite

Les déclarations de M. Reagan mettant en cause l'opposition d'Israël à la vente des AWACS ont été accueillies avec inquiétude et mécontentement, signalent nos correspondants à Jérusalem. Ce vendredi matin 2 octobre, Israël s'interrogeait encore sur la meilleure riposte à donner aux allusions de M. Reagan.

Washington. — La quatrième conférence de presse de M. Reagan, après l'ouverture de l'année budgétaire 1982, c'est-à-dire avec l'entrée en vigueur des mesures économiques proposées par la Maison Blanche et votées par le

De notre correspondant

Congrès. Il en a donc été largement question. Mais c'est un sujet de politique étrangère, la vente d'avions-radars à l'Arabie Saoudite, qui devait donner lieu aux propos les plus remarqués. Quelques heures avant sa conférence de presse, M. Reagan avait informé le Congrès de cette transaction qui concerne cinq avions-radars de type AWACS, six Boeing 707 de ravitaillement aérien, des missiles air-air des réserves supplémentaires de carburant pour chasseurs F-15 et divers équipements annexes. Les parlementaires ont jusqu'au 31 octobre pour s'y opposer éventuellement.

M. Reagan a déclaré que les AWACS « amélioreront de façon significative la défense des États-Unis ». Il a souligné que ces avions-radars ont été conçus pour la défense des États-Unis, mais qu'ils peuvent être utilisés pour d'autres tâches, notamment pour surveiller les mouvements des navires dans le golfe Persique et dans le détroit d'Ormuz. Le président a réaffirmé que les avions-radars ne créeraient « aucune menace pour Israël », mais qu'ils seraient « dans le futur ». Il a affirmé que « la compagnie de l'air et les mouvements subversifs du Vietnam au Salvador et au Guatemala, le Père Palencia, qui a assuré avoir lui-même fait passer des armes à la guérilla, s'apprête à déclencher une offensive générale fin 1981 ou début 1982.

Les parlementaires anti-AWACS ne nient pas l'importance de l'Arabie Saoudite. Ils reconnaissent que le principal fournisseur de pétrole des États-Unis occupe une position stratégique essentielle et joue un rôle modérateur dans la région. Le problème est que ces avions-radars, en tombant en panne, pourraient être utilisés par l'Arabie Saoudite pour surveiller les mouvements des navires dans le golfe Persique et dans le détroit d'Ormuz. Le président a réaffirmé que les avions-radars ne créeraient « aucune menace pour Israël », mais qu'ils seraient « dans le futur ».

« Nous ne permettrons pas que l'Arabie Saoudite devienne un autre État client », a-t-il déclaré. « Nous ne permettrons pas que les nations du PLOPE, et notamment l'Arabie Saoudite, fournissent l'énergie qui fait tourner les armes des États-Unis. Nous ne permettrons pas que nous restions les bras croisés en regardant qu'on coupe nos approvisionnements. » D'importantes négociations étaient menées depuis quelques jours pour arracher des concessions aux Saoudites. Le secrétaire d'État, M. Haig, en a rendu compte jeudi à la commission des affaires étrangères du Sénat réuni à huis clos. Puis, dans une séance publique, il a fait part de l'accord suivant : 1) Des armements et des Saoudites « soigneusement sélectionnés » seraient fonctionner ensemble les appareils et les systèmes d'écoute au sol.

2) Ryad partagerait avec Washington toutes les données recueillies. En revanche, aucune information ne serait communiquée à un pays tiers sans l'accord des États-Unis.

3) Les AWACS se concentreraient à des opérations défensives. Ils ne seraient pas utilisés pour des opérations offensives. 4) Des mesures de sécurité très strictes seraient prises pour empêcher les appareils d'être abattus ou de tomber en de mains ennemies.

Le président (républicain) de la commission des affaires étrangères, M. Percy, s'est déclaré ravi des assurances saoudiennes. Ses commentaires devaient tomber un peu dans le vide, a-t-il dit. Rien de nouveau ne nous a été proposé, a-t-il déclaré. Il a souligné que les Saoudites ont des obligations de garder toujours des avions-radars dans leurs équipages. La demande d'achat d'avions-radars est une réponse embarrassée de M. Haig à la courtoisie des garanties de Ryad relatives aux vols de Ryad. M. Glenn prévoit un vote défavorable du Sénat, qui s'opposerait à celui — assuré — de la Chambre des représentants et interdirait ainsi la vente.

Les cinquante sénateurs (sur cent) qui s'opposent à la vente des AWACS ont signé le 1<sup>er</sup> octobre une nouvelle pétition dans le même sens. Mais M. Reagan n'a apparemment pas répondu à cette pétition. Les AWACS, qui sont devenus si importants pour son image internationale et pour sa politique au Proche-Orient, ont été l'un des sujets de 1980 (du temps de M. Carter) et ne pourraient être livrés qu'en 1986 (par un autre président).

ROBERT SOLÉ.

## DIPLOMATIE

### Nomination d'ambassadeurs

#### M. MARC MENGUY A VANUATU

Le Journal officiel de ce vendredi 2 octobre publie la nomination de M. Marc Menguy comme ambassadeur à Vanuatu. Cette nomination devrait conduire à la normalisation des relations entre la France et l'ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides. M. Yves Rodriguez, nommé ambassadeur à Vanuatu le jour de la proclamation de l'indépendance, le 30 juillet 1980, avait été déclaré persona non grata et privé de quitter le territoire le 2 février dernier à la suite de divers incidents, notamment l'expulsion de Nouvelle-Calédonie de personnes vanuatuaises.

Dès un mois, ancien élève de l'École des langues orientales, M. Marc Menguy a été nommé directeur de l'attaché de la direction d'Asie-Océanie de l'ambassade de France à Bangkok, Bangkok, Karachi, Pékin, Djakarta, Washington et Zindai.

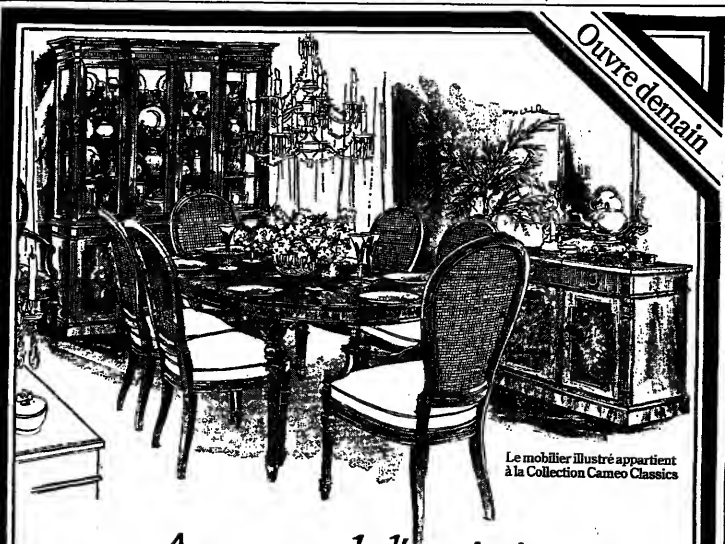
#### M. CLAUDE ÉPÉVIER EN SOMALIE

Le même J.O. du 2 octobre publie la nomination de M. Claude Épévier comme ambassadeur en Somalie, en remplacement de M. Claude Manil, atteint par l'âge de la retraite.

Dès en 1974, ancien élève de l'École des langues orientales, M. Claude Épévier, après avoir servi outre-mer, est entré à l'ambassade de France à Paris. Il a été nommé à l'administration centrale (affaires étrangères) à la direction française de l'Asie-Océanie, puis à l'attaché de la direction d'Asie-Océanie de l'ambassade de France à Bangkok, Bangkok, Karachi, Pékin, Djakarta, Washington et Zindai.

● M. J.-P. Cot, ministre de la coopération et du développement, s'est entretenu, jeudi 1<sup>er</sup> octobre, avec le secrétaire d'État, M. PONS. M. Cot a fait à M. Waldheim, un compte rendu de la conférence de Paris sur les pays des mers arctiques, qui a été suivi par la suite par le prochain sommet de Copenhague sur le dialogue Nord-Sud. — (A.F.P.)

● M. Chaysson, ministre des relations extérieures, fait ce vendredi 2 octobre un voyage de travail à Dublin. Il devait être notamment reçu par le président de la République irlandaise, M. Hillery, et par le premier ministre, M. Fitzgerald.



Le mobilier illustré appartient à la Collection Cameo Classics

## Annonce de l'arrivée de la célèbre collection de mobilier américain Drexel Heritage

Dans le plus anglais des magasins de meubles de Paris, on peut maintenant trouver tout ce qu'il y a de plus séduisant et de plus imaginaire en matière de mobilier américain.

Depuis des années, les meubles Drexel Heritage sont considérés comme répondant aux critères de conception et de qualité de fabrication les plus rigoureux et les plus élevés.

Maître est heureux de vous annoncer qu'il a obtenu l'exclusivité des droits de vente de la collection Drexel Heritage.

Venez donc vous promener dans quelques-uns des plus beaux décors de linéaires et de salles à manger, avec tous d'ameublement coordonnés. Si différents. Et si désirables.

**MAPLE**

5 rue Boudreau (face au R.E.R. Auber) 75009 Paris. Tél. 742.53.32.

السنة من الأصل

## Le Monde

Service des Abonnements  
75007 PARIS - CEDEX 12  
C.C.P. Paris 687-0

ABONNEMENTS

3 mois 4 mois 5 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

215 F 465 F 515 F 785 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VIRE MONDIALE

145 F 265 F 315 F 585 F

(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAR VIRE 215 F 515 F

115 F 325 F 375 F 545 F

II - SUISSE, SUISSE

265 F 475 F 525 F 795 F

Par voie aérienne

Tout sur demande

Les abonnements sont payés par chèque postal (chèque virement) ou par mandat.

Les abonnements sont payés par chèque postal (chèque virement) ou par mandat.

Les abonnements sont payés par chèque postal (chèque virement) ou par mandat.

Les abonnements sont payés par chèque postal (chèque virement) ou par mandat.

Les abonnements sont payés par chèque postal (chèque virement) ou par mandat.

Les abonnements sont payés par chèque postal (chèque virement) ou par mandat.

Les abonnements sont payés par chèque postal (chèque virement) ou par mandat.

Les abonnements sont payés par chèque postal (chèque virement) ou par mandat.

Les abonnements sont payés par chèque postal (chèque virement) ou par mandat.

Les abonnements sont payés par chèque postal (chèque virement) ou par mandat.

Les abonnements sont payés par chèque postal (chèque virement) ou par mandat.





appelez jusqu'à lundi 5 au soir.  
**359.12.34**  
Pour connaître les titres du premier numéro.

Rush Médias

Sort le lundi 5 octobre (abonnements exclusivement).

# L'arme des publicitaires

Le premier numéro de *Rush Médias*, bi-hebdomadaire, (deux fois par semaine, le lundi et le jeudi) sort le 5 octobre 1981.

Vous découvrirez un journal totalement nouveau et original, conçu pour vous, qui êtes mobilisés par la publicité, la communication et les médias. *Rush Médias* vous délivrera les informations urgentes et les enquêtes serrées que commande l'actualité professionnelle. Bien plus, il fonctionnera comme un outil de travail. Pour que vous tiriez votre épingle de la crise économique.

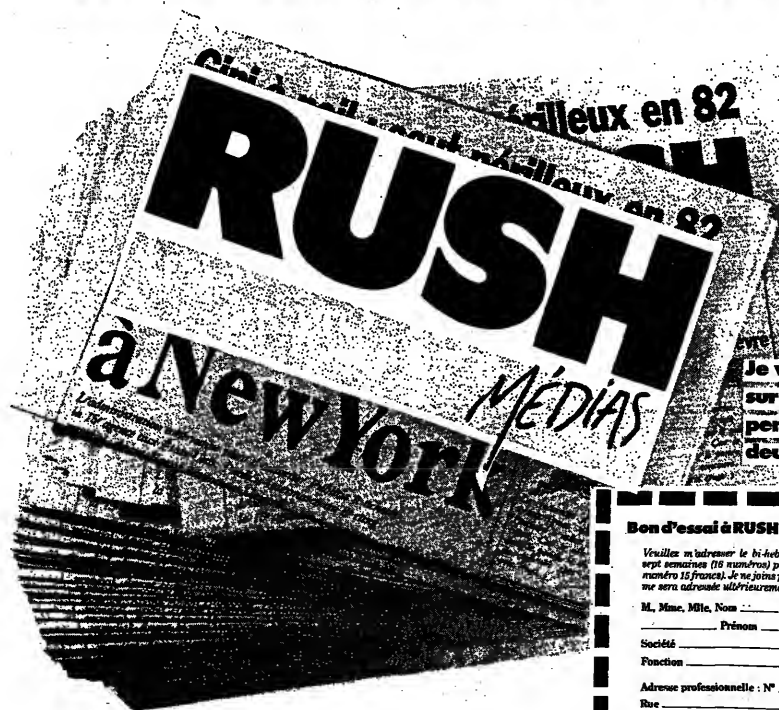
De format quotidien, *Rush Médias* tirera sur les faits significatifs d'une tendance : tel annonceur investit désormais autant en presse populaire qu'en TV, tel autre mise sur le couponing massif. *Rush Médias* va enquêter sur le prix d'un

film tourné à Hong Kong, mettra en avant un créatif de 26 ans et suivra jour après jour le projet de taxation de la pub. A travers ses 22 rubriques, *Rush Médias* ne manquera aucun indice annonçant, par exemple, que la télématique sera un bide et l'affichage mobile un triomphe.

Pour ceux qui veulent juger sur pièces, je vous invite à profiter d'une offre exceptionnelle : un essai de seize numéros pour 240 francs (15 francs le numéro). Vous disposerez de deux mois pour apprécier la rigueur et l'urgence de ces informations bi-hebdomadaires.

Prenez vite rendez-vous avec nous pour vivre désormais sur un rythme nouveau, en alerte, avec *Rush Médias*. Ne tardez pas. Renvoyez immédiatement le bon ci-joint.

**Rapide comme une lettre complet comme un magazine**



## Bon d'essai à RUSH pour 16 numéros

Veuillez m'adresser le bi-hebdomadaire RUSH pendant sept semaines (16 numéros) pour le prix de 240 francs (le numéro 15 francs). Je ne joins pas de règlement, une facture me sera adressée ultérieurement.

M., Mme, Mlle, Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse professionnelle : N° \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Postez ce bon - sous enveloppe affranchie - à RUSH-MÉDIAS, 18, bd Montmartre, 75009 Paris.

مكذبا من الأصل

## PROCHE-ORIENT

### Iran

#### L'hodjatolislam Ali Khamenei est assuré d'être élu président de la République

Des milliers de militants exceptionnels ont été pris pour assurer le bon déroulement de l'élection présidentielle en Iran, ce vendredi 2 septembre.

L'issue du scrutin fait d'autant moins de doute que le candidat ministre, l'hodjatolislam Mohamad Khatami, a annoncé vendredi qu'il se retirait de la compétition et que les trois autres candidats ont réaffirmé que l'hodjatolislam Ali Khamenei, chef du parti révolutionnaire islamique, « est le plus compétent ». Les élections doivent également être organisées dans les provinces, dont un certain nombre de représentants (quelques centaines de milliers) ont été nommés par le régime.

Jeddi, une fois nommé, a assuré aux milliers de chefs de file de la gauche que le régime n'a pas l'intention de renverser le régime. Il a fait, selon un communiqué, une tournée dans les provinces, en même temps que l'ayatollah Khomeini, pour annoncer que le régime n'a pas l'intention de renverser le régime. Il a fait, selon un communiqué, une tournée dans les provinces, en même temps que l'ayatollah Khomeini, pour annoncer que le régime n'a pas l'intention de renverser le régime.

Radio-Téhéran a annoncé qu'un des principaux responsables du mouvement de gauche, l'ayatollah Khatami, a été nommé ministre. M. Khatami a été nommé ministre de la Santé. M. Khatami a été nommé ministre de la Santé. M. Khatami a été nommé ministre de la Santé.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Espagne

LES PRISONNIERS EN GREVE. Les prisonniers ont cessé leur mouvement, le jeudi 27 octobre, à la suite d'un accord signé avec le gouvernement. Les prisonniers ont cessé leur mouvement, le jeudi 27 octobre, à la suite d'un accord signé avec le gouvernement.

UNE BOMBE explosée ce vendredi 27 octobre à bord d'un destroyer à quai dans le port de Barcelone. L'explosion a tué trois personnes et en a blessé sept. L'explosion a tué trois personnes et en a blessé sept.

HAÏTI. Le président du parti démocratique chrétien d'Haïti, M. Sylvio Claude, a été élu président de la République le 29 septembre dans sa capitale, Port-au-Prince. M. Claude a été élu président de la République le 29 septembre dans sa capitale, Port-au-Prince.

LIBYE. Le colonel KADHAFI est entré en Libye le 1er octobre, avec le président libyen, M. Muammar Kadhafi. Le colonel KADHAFI est entré en Libye le 1er octobre, avec le président libyen, M. Muammar Kadhafi.

LUXEMBOURG. Mme COLETTE FLESCH, vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, a été élue députée le 27 octobre à Paris. Mme COLETTE FLESCH, vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, a été élue députée le 27 octobre à Paris.

LIBYE. Le colonel KADHAFI est entré en Libye le 1er octobre, avec le président libyen, M. Muammar Kadhafi. Le colonel KADHAFI est entré en Libye le 1er octobre, avec le président libyen, M. Muammar Kadhafi.

### Liban

#### L'attentat à Beyrouth-Ouest a fait plus de quatre-vingts morts

De notre correspondant

Beyrouth. — Plus de quatre-vingts morts, dont cinquante réfugiés des décennies et une trentaine de civils, ont été tués dans l'attentat du jeudi 1er octobre, en cours du séjour palestinien, progressiste de Beyrouth-Ouest, en un des plus atroces qu'il n'y ait jamais eu au Liban.

Le spectacle qui s'est déroulé après l'explosion rappelle tragiquement le bombardement de l'aviation israélienne du 15 juillet, à l'assaut de la ville de Beyrouth, à l'assaut de la ville de Beyrouth, à l'assaut de la ville de Beyrouth.

Comment un tel attentat a pu se produire dans un quartier aussi fortement surveillé, du fait qu'il abrite les principaux bureaux de l'O.L.P. et des organisations progressistes ?

La question est posée par M. Ibrahim Khatami, le chef des Mouvements, qui a souligné que s'il n'était pas capable d'assurer la sécurité de leurs régions.

#### PROCHAINE LIBÉRATION DES DEUX INGÉNIEURS FRANÇAIS DÉTENUIS AU KURDISTAN IRAKIEN

Les deux ingénieurs français, MM. Guy Maure et Maurice Barlet, détenus depuis le 21 juillet en Kurdistan irakien par le parti communiste irakien - branche militaire (P.C.I.-M.I.), seront prochainement libérés, assure un communiqué de cette organisation publié jeudi à Londres.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Le communiqué indique que le P.C.I. irakien a assuré le P.C.F. à la suite de son intervention, que des mesures ont été prises pour le retour des deux ingénieurs dans leurs familles.

Ne manquez pas votre rendez-vous de l'Antiquité et de la Brocante

#### LA FOIRE A LA FERRAILLE ET AUX JAMBONS

2 au 11 Octobre 1981

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS

à PARIS







هكذا من الأصل





L'HEURE: 11 h 54  
LE JOUR: 26 septembre 1981  
LE LIEU: Everett, État de Washington  
L'ÉVÉNEMENT: Premier Vol du 767

## ENCORE PREMIER.



Ce fut un vol superbe. Celui du premier courrier à réaction entièrement nouveau depuis près de dix ans. Le premier d'une génération entièrement nouvelle d'appareils économes en carburant. Le premier qui bénéficie d'une voilure de conception avancée et qui marque un nouveau progrès dans l'aérodynamisme. Le premier qui soit équipé d'un Poste de Pilotage 21<sup>e</sup> Siècle entièrement intégré, disposant d'ordinateurs et d'instruments de bord destinés à réunir, mesurer et calculer toutes les coordonnées du vol pour permettre à l'équipage de piloter l'appareil dans des conditions d'efficacité optimale. Nouvelle étape qui contribuera à garantir aux transporteurs le maintien de tarifs qui continueront de faire du transport aérien l'un des moyens de voyager les plus avantageux, le Boeing 767, qui a enregistré avant d'avoir volé plus de commandes que tout autre avion commercial dans l'histoire, est désormais une réalité. Lorsqu'il entrera en service l'an prochain, il rejoindra d'autres premiers, ses aînés de la famille Boeing — les 727, 737 et 747.

**BOEING**  
Pour l'avenir de l'humanité.

هكذا من الأصل



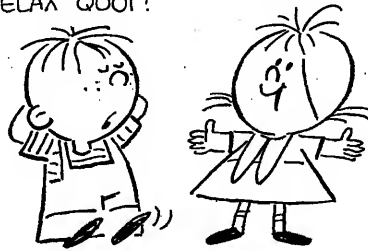




S J'AI  
TROUVÉ,  
C'EST  
ANGLAIS!



MAIS C'EST  
BYZANCE !

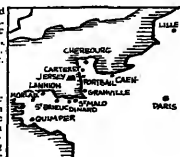


ET J'PEUX TE DIRE "STUPID BOY",  
ÇA FAIT 4 ANS QU'ON Y VA  
CHAQUE **AUTOMNE**  
"WITH MY PARENTS  
BYE BYE"!



## Charles Hémar

Pour recevoir une documentation en couleurs, ayez la gentillesse de retourner ce coupon à  
**Maison de l'Île de Jersey -**  
**Département F 2**  
 19 bd Maletsherges 75008 Paris



*Name* \_\_\_\_\_  
*Adresse* \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ F I











# Jeux

## échecs N° 927

### LE TIR CROISÉ DES FOUS

(Championnat de Honzard, Budapest, 1981)  
Blanc : PORTIERRE  
Noir : GROSCHTER  
Partie anglaise

1. e4	5. d3	9. f4	13. e2	17. f3	21. e4
2. c3	6. e4	10. f5	14. e3	18. f4	22. e5
3. d4	7. f5	11. g6	15. f4	19. g5	23. f6
4. e5	8. g6	12. h7	16. g5	20. h6	24. g7
5. f6	9. h7	13. i8	17. h6	21. i7	25. h8
6. g7	10. i8	14. j9	18. i7	22. j8	26. i6
7. h8	11. j9	15. k10	19. j8	23. k9	27. i5
8. i9	12. k10	16. l11	20. k9	24. l10	28. h4
9. j10	13. l11	17. m12	21. l10	25. m11	29. g3
10. k11	14. m12	18. n13	22. m11	26. n12	30. f2
11. l12	15. n13	19. o14	23. n12	27. o13	31. e1
12. m13	16. o14	20. p15	24. o13	28. p14	
13. n14	17. p15	21. q16	25. p14	29. q15	
14. o15	18. q16	22. r17	26. q15	30. r16	
15. p16	19. r17	23. s18	27. r16	31. s17	
16. q17	20. s18	24. t19	28. s17	32. t18	
17. r18	21. t19	25. u20	29. t18	33. u19	
18. s19	22. u20	26. v21	30. u19	34. v20	
19. t20	23. v21	27. w22	31. v20	35. w21	
20. u21	24. w22	28. x23	32. w21	36. x22	
21. v22	25. x23	29. y24	33. x22	37. y23	
22. w23	26. y24	30. z25	34. y23	38. z24	
23. x24	27. z25		35. z24		
24. y25	28. a26		36. a25		
25. z26	29. b27		37. b26		
26. a27	30. c28		38. c27		
27. b28	31. d29		39. d28		
28. c29	32. e30		40. e29		
29. d30	33. f31		41. f30		
30. e31	34. g32		42. g31		
31. f32	35. h33		43. h32		
32. g33	36. i34		44. i33		
33. h34	37. j35		45. j34		
34. i35	38. k36		46. k35		
35. j36	39. l37		47. l36		
36. k37	40. m38		48. m37		
37. l38	41. n39		49. n38		
38. m39	42. o40		50. o39		
39. n40	43. p41		51. p40		
40. o41	44. q42		52. q41		
41. p42	45. r43		53. r42		
42. q43	46. s44		54. s43		
43. r44	47. t45		55. t44		
44. s45	48. u46		56. u45		
45. t46	49. v47		57. v46		
46. u47	50. w48		58. w47		
47. v48	51. x49		59. x48		
48. w49	52. y50		60. y49		
49. x50	53. z51		61. z50		
50. y51	54. a52		62. a51		
51. z52	55. b53		63. b52		
52. a53	56. c54		64. c53		
53. b54	57. d55		65. d54		
54. c55	58. e56		66. e55		
55. d56	59. f57		67. f56		
56. e57	60. g58		68. g57		
57. f58	61. h59		69. h58		
58. g59	62. i60		70. i59		
59. h60	63. j61		71. j60		
60. i61	64. k62		72. k61		
61. j62	65. l63		73. l62		
62. k63	66. m64		74. m63		
63. l64	67. n65		75. n64		
64. m65	68. o66		76. o65		
65. n66	69. p67		77. p66		
66. o67	70. q68		78. q67		
67. p68	71. r69		79. r68		
68. q69	72. s70		80. s69		
69. r70	73. t71		81. t70		
70. s71	74. u72		82. u71		
71. t72	75. v73		83. v72		
72. u73	76. w74		84. w73		
73. v74	77. x75		85. x74		
74. w75	78. y76		86. y75		
75. x76	79. z77		87. z76		
76. y77	80. a78		88. a77		
77. z78	81. b79		89. b78		
78. a79	82. c80		90. c79		
79. b80	83. d81		91. d80		
80. c81	84. e82		92. e81		
81. d82	85. f83		93. f82		
82. e83	86. g84		94. g83		
83. f84	87. h85		95. h84		
84. g85	88. i86		96. i85		
85. h86	89. j87		97. j86		
86. i87	90. k88		98. k87		
87. j88	91. l89		99. l88		
88. k89	92. m90		100. m89		
89. l90	93. n91		101. n90		
90. m91	94. o92		102. o91		
91. n92	95. p93		103. p92		
92. o93	96. q94		104. q93		
93. p94	97. r95		105. r94		
94. q95	98. s96		106. s95		
95. r96	99. t97		107. t96		
96. s97	100. u98		108. u97		
97. t98	101. v99		109. v98		
98. u99	102. w100		110. w99		
99. v100			111. x100		
100. w101			112. y101		
101. x102			113. z102		
102. y103			114. a103		
103. z104			115. b104		
104. a105			116. c105		
105. b106			117. d106		
106. c107			118. e107		
107. d108			119. f108		
108. e109			120. g109		
109. f110			121. h110		
110. g111			122. i111		
111. h112			123. j112		
112. i113			124. k113		
113. j114			125. l114		
114. k115			126. m115		
115. l116			127. n116		
116. m117			128. o117		
117. n118			129. p118		
118. o119			130. q119		
119. p120			131. r120		
120. q121			132. s121		
121. r122			133. t122		
122. s123			134. u123		
123. t124			135. v124		
124. u125			136. w125		
125. v126			137. x126		
126. w127			138. y127		
127. x128			139. z128		
128. y129			140. a129		
129. z130			141. b130		
130. a131			142. c131		
131. b132			143. d132		
132. c133			144. e133		
133. d134			145. f134		
134. e135			146. g135		
135. f136			147. h136		
136. g137			148. i137		
137. h138			149. j138		
138. i139			150. k139		
139. j140			151. l140		
140. k141			152. m141		
141. l142			153. n142		
142. m143			154. o143		
143. n144			155. p144		
144. o145			156. q145		
145. p146			157. r146		
146. q147			158. s147		
147. r148			159. t148		
148. s149			160. u149		
149. t150			161. v150		
150. u151			162. w151		
151. v152			163. x152		
152. w153			164. y153		
153. x154			165. z154		
154. y155			166. a155		
155. z156			167. b156		
156. a157			168. c157		
157. b158			169. d158		
158. c159			170. e159		
159. d160			171. f160		
160. e161			172. g161		
161. f162			173. h162		
162. g163			174. i163		
163. h164			175. j164		
164. i165			176. k165		
165. j166			177. l166		
166. k167			178. m167		
167. l168			179. n168		
168. m169			180. o169		
169. n170			181. p170		
170. o171			182. q171		
171. p172			183. r172		
172. q173			184. s173		
173. r174			185. t174		
174. s175			186. u175		
175. t176			187. v176		
176. u177			188. w177		
177. v178			189. x178		
178. w179			190. y179		
179. x180			191. z180		
180. y181			192. a181		
181. z182			193. b182		
182. a183			194. c183		
183. b184			195. d184		
184. c185			196. e185		
185. d186			197. f186		
186. e187			198. g187		
187. f188			199. h188		
188. g189			200. i189		
189. h190			201. j190		
190. i191			202. k191		
191. j192			203. l192		
192. k193			204. m193		
193. l194			205. n194		
194. m195			206. o195		
195. n196			207. p196		
196. o197			208. q197		
197. p198			209. r198		
198. q199			210. s199		
199. r200			211. t200		
200. s201			212. u201		
201. t202			213. v202		
202. u203			214. w203		
203. v204			215. x204		
204. w205			216. y205		
205. x206			217. z206		
206. y207			218. a207		
207. z208			219. b208		
208. a209			220. c209		
209. b210			221. d210		
210. c211			222. e211		
211. d212			223. f212		
212. e213			224. g213		
213. f214			225. h214		
214. g215			226. i215		
215. h216			227. j216		
216. i217			228. k217		
217. j218			229. l218		
218. k219			230. m219		
219. l220			231. n220		
220. m221			232. o221		
221. n222			233. p222		
222. o223			234. q223		
223. p224			235. r224		
224. q225			236. s225		
225. r226			237. t226		
226. s227			238. u227		
227. t228			239. v228		
228. u229			240. w229		
229. v230			241. x230		
230. w231			242. y231		
231. x232			243. z232		
232. y233			244. a233		







صكوا من الأصل

# SPECTACLES RADIO-TÉLÉVISION

## La station la plus écoutée en Ile-de-France de 20 heures à 1 heure est une radio libre

La radio libre R.F.M. (104.3 MHz), lancée par M. Patrick Meyer et Jean-Louis Crochet, est la station la plus écoutée en Ile-de-France, de 20 heures à 1 heure. C'est ce que révèle un sondage réalisé entre le 15 et le 21 septembre 1981 par la société SECODIP auprès d'un échantillon de mille deux cents personnes, représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus habitant Paris et sept départements limitrophes (Seine-Saint-Denis, Seine-Maritime, Yvelines, Val-de-Seine, Val-de-Marne, Paris, Hauts-de-Seine). Ce sondage indique que sur cent stations de radio, 17 % viennent de France-Inter, 17 % d'Europe 1, 16 % de R.T.L., 16 % de Radio 7, 22 % de FIP et 9 % de France-Musique et France-Culture.

(Ce sondage est un élément déterminant dans le dossier des radios libres. Il confirme le succès d'une alternative aux radios existantes, pour comme un droit véritable qui se saurait être remis en question. Il démontre aussi que le « projet » de la radio libre n'est pas un simple jeu de mots, mais qu'il met en valeur le comportement des auditeurs, et surtout leur rôle dans l'Assemblée nationale, alors qu'ils sont parmi les premières catégories de la population à se prononcer sur les questions financières ou sociales, politiques, économiques et culturelles.)

## Radio-Alpha suspend provisoirement ses émissions

Radio-Alpha, la radio créée au mois de juin dernier par M. Alain Crochetier, maire de Charenton-le-Pont, a décidé de suspendre provisoirement ses programmes quotidiens et de ne donner qu'un service de réflexion et de nouvelles. Cette décision a été prise à la suite d'une interruption de la diffusion de la radio, le 27 septembre, à la suite d'un problème technique. M. Crochetier, directeur général de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), a déclaré que la suspension des émissions de Radio-Alpha n'est qu'une mesure temporaire et que la radio reprendra ses programmes quotidiens dès que les problèmes techniques seront résolus.

M. Crochetier a également déclaré que la suspension des émissions de Radio-Alpha n'est qu'une mesure temporaire et que la radio reprendra ses programmes quotidiens dès que les problèmes techniques seront résolus.

**LE DERNIER METRO (P.)** : Studio 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

**LE SALON D'OR (M.)** : Studio 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

**LES FILMS NOUVEAUX**

**ALOUKA DU REEL** (M.) : Studio 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 35













## BUDGET

### M. Lajoinie (P.C.) estime que « les recettes sont injustes dans leur répartition »

M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, rendant compte, jeudi 1<sup>er</sup> octobre, de la réunion commune des députés et sénateurs communistes, a critiqué certaines dispositions du projet de budget, mais indique que son groupe jugerait ce texte dans l'ensemble positif. M. Lajoinie a annoncé que les élus communistes déposeraient des amendements en commission puis en séance publique et qu'ils les défendraient avec « beaucoup de vigueur ».

La décision de l'aller à tout d'abord juger « justifiées » les dispositions relatives à la création d'emplois et à l'accroissement des crédits des ministères de la recherche et de la culture.

En revanche, M. Lajoinie a critiqué certaines recettes prévues dans la loi de finances. Son groupe proposera l'augmentation de l'impôt pour les salariés perçus au SMIC, estimant que, selon les calculs du P.C., ces salariés risquent de voir leur impôt augmenter de 50 %. La perte de recettes qui en résulterait devrait être compensée par l'instauration d'une tranche d'imposition à 65 % pour les gros revenus. Selon M. Lajoinie, « les recettes sont injustes dans leur répartition. Proposer le pouvoir d'achat des petits contribuables, sans risquer de porter atteinte à la richesse ».

La président du groupe communiste critique également les modalités de l'impôt sur la fortune, qui constitue « une affaire très préoccupante ». En effet, si selon lui, la position du gouvernement était nette au départ, on ne voit plus où il se situe maintenant. Les modifications apportées au projet initial rappellent pour M. Lajoinie ce qui s'est passé sous le précédent septennat, avec la taxation des plus-values. Le groupe communiste propose donc des amendements pour en revenir aux dispositions initiales. Le président du groupe communiste doute, notamment, que les investissements qui seraient déduits de la « fortune » soient créateurs d'emplois.

Enfin, M. Lajoinie a jugé « inacceptables » certaines majorations d'impôts indirects, notamment le prix de l'essence, car « cela frappe la majorité des travailleurs qui utilisent leur voiture ». Le groupe communiste propose un impôt sur

les filiales étrangères des compagnies pétrolières opérant en France. Enquêtant d'autre part, les bructations qui se sont déroulées entre le gouvernement et le seul groupe parlementaire socialiste à propos du texte concernant les inégalités, M. Lajoinie a jugé ces pratiques « peu recommandables et assez anticonstitutionnelles ».

« Les R.P.R. : les salariés sont les victimes. — La pression fiscale n'augmentera pas en 1982 », cette affirmation du président de la République, dans sa conférence de presse du 30 septembre, est démentie par le projet de budget de 1982, déclare M. Pons.

« Les impôts augmentent, en effet, d'un moins 3 % à 4 % par rapport à 1981. Les salariés seront les victimes privilégiées du tour de vis fiscal annoncé ». Augmentations des impôts pénétrant les cadres, les retraités, les auto-mobilistes, augmentation massive des droits sur les alcools, la tabac et les jeux, ces recettes de poche à prise en compte insuffisante de l'augmentation du coût de la vie, de la hausse des prix, du déficit extérieur, de la baisse du niveau de vie des Français sans aucune répercussion sur les investissements et la formation, a affirmé le secrétaire général du P.R.

« FERRATUM. — Les cinq pages que le Monde date du 2 octobre à commencer par le projet de loi pour 1982 contiennent un certain nombre de coquilles. On en a fait un premier tirage (page 28) qui était erroné, dans la communication d'André Lajoinie. Le gouvernement Barre avait transformé en deux fois le déficit global des administrations, qui atteignait 25 milliards en 1972, en un excédent de 25 milliards en 1981. Dans la même page 28 (dernière édition), il était indiqué, à propos de la réduction des exonérations appliquées aux revenus fonciers : « Les taxes seraient ramenées de 90 % à 15 % pour les propriétés urbaines » ; il fallait lire de 30 % à 15 %. Dans la page 31, il était indiqué que la proportion des dépenses publiques atteindrait 27,5 % du volume par rapport à 1980, et 13 % en valeur. C'est, évidemment, le contraire qui fallait lire : 27,5 % en valeur et 13 % en volume ».

## NATIONALISATIONS

### M. PIERRE MAUROY : une « table ronde » préparera le projet de loi sur l'organisation de la sidérurgie.

La commission spéciale chargée, à l'Assemblée nationale, d'examiner le projet de nationalisation de la sidérurgie a entendu le premier ministre, mercredi 30 septembre. M. Mauroy a indiqué que le gouvernement s'engageait à réviser la « table ronde » d'ici à la fin de l'année afin de préparer une loi d'organisation de la sidérurgie qui pourrait être examinée en janvier ou au printemps.

A propos des droits des travailleurs.

« LE PRÉ-RAPPORT DE LA COMMISSION DU BILAN PERMET DE JUGER LA POLITIQUE DE M. GISCARD D'ESTAING », estime M. Delanoë.

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., a commenté, jeudi 1<sup>er</sup> octobre, la publication du rapport de la commission du bilan que présente M. Bloch-Lainé. M. Delanoë a rappelé que cette commission « n'a pas pour mission de trancher entre des options politiques ». Il a ajouté : « Le P.S. trouve dans la loi sur les nationalisations une certaine logique, mais il ne peut pas accepter la politique de M. Giscard d'Estaing ».

« Le projet de loi sur la participation de l'Etat dans le capital de Peugeot-Citroën. — Le ministre du budget a été entendu, jeudi 1<sup>er</sup> octobre, par la commission des finances de l'Assemblée nationale. Interrogé par M. Raymond Dourien (P.S., Sarthe) sur une éventuelle prise de participation de l'Etat dans le capital de Peugeot-Citroën, M. Laurent Fabius a indiqué que cela n'est pas une question de principe, mais qu'il y a une question de fait. Le gouvernement, a-t-il ajouté, ne prévoit pas la suppression des bons anonymes, mais souhaite encourager le développement des bons non anonymes ».

Leur, le premier ministre a ajouté qu'une fonction des travaux de cette « table ronde » il serait possible d'appeler à la sidérurgie soit un régime définitif à l'exception de la loi d'organisation prévue pour le début 1982, soit un régime transitoire en attendant la loi consacrant l'ensemble du secteur public. M. Mauroy estime que la nationalisation en elle-même devrait provoquer un changement dans l'atmosphère de ces entreprises, en particulier pour l'amélioration de l'information et de l'expression des travailleurs.

Pour sa part, M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé du dossier d'extension du secteur public, a ajouté que la « table ronde » devra se consacrer, au-delà du cas d'Alcan et de Sautet, à la stratégie industrielle de l'ensemble de la sidérurgie. Elle comprendra, en dehors des représentants de l'Etat et des députés U.D.F., des représentants des entreprises et des syndicats et des élus locaux. Elle sera présidée par des parlementaires.

A la commission des finances

M. FABIUS : pas de prise de participation de l'Etat dans le capital de Peugeot-Citroën.

Le ministre du budget a été entendu, jeudi 1<sup>er</sup> octobre, par la commission des finances de l'Assemblée nationale. Interrogé par M. Raymond Dourien (P.S., Sarthe) sur une éventuelle prise de participation de l'Etat dans le capital de Peugeot-Citroën, M. Laurent Fabius a indiqué que cela n'est pas une question de principe, mais qu'il y a une question de fait. Le gouvernement, a-t-il ajouté, ne prévoit pas la suppression des bons anonymes, mais souhaite encourager le développement des bons non anonymes ».

« La commission des lois de l'Assemblée nationale a entendu, jeudi 1<sup>er</sup> octobre, une proposition de loi relative à la participation de l'Etat dans le capital de Peugeot-Citroën. Le projet de loi, présenté par le groupe R.P.R., tend à la création d'une commission d'expertise sur l'avenir de la machine-outil en France ».

### Les députés U.D.F. : un projet « maximaliste flou et ruineux »

Le groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale estime que, malgré l'importance numérique de l'opposition, « la bataille des nationalisations » est d'abord une bataille politique. M. Jean-Claude Gaudin (Bouches-du-Rhône), président du groupe, a déclaré jeudi 1<sup>er</sup> octobre que le gouvernement n'avait pu fournir aucune justification à un projet qu'il juge « maximaliste, flou et ruineux ».

« En présentant un programme de nationalisations massif, en mettant lourdement l'accent sur leur caractère punitif, le gouvernement a voulu faire croire que la nationalisation était une solution à tous les problèmes. Or, la nationalisation n'est qu'un moyen, et non une fin. Elle ne peut être qu'un moyen de servir l'économie, et non l'inverse. Le gouvernement a voulu faire croire que la nationalisation était une solution à tous les problèmes. Or, la nationalisation n'est qu'un moyen, et non une fin. Elle ne peut être qu'un moyen de servir l'économie, et non l'inverse ».

« Les députés U.D.F. proposeront lors du débat en séance plénière une série de propositions, — ainsi qu'ils l'ont déjà fait au sein de la commission spéciale chargée de ce dossier à l'Assemblée nationale — des prises de participation par l'Etat de 24 % à 31 %, temporaires et dans des cas limités. Ils réclament aussi la nationalisation laitière, notamment que les travailleurs des entreprises nationalisées disposent d'une clause de conscience comparable à celle que peuvent utiliser les journalistes et limitent le vote que la répartition entre les organes de presse de la publicité émanant des entreprises publiques soit équitable ».

« Si l'on veut transformer les industries en administrations, cela signifie que l'on va tomber dans la médiocrité générale. Cela signifie aussi la retour à un niveau de vie de la population des pays de l'Est », déclare M. Pierre Mégnier (Ille-et-Vilaine). Nous sommes engagés sur la route de l'engorgement de l'économie française, sur la voie du déclin, a-t-il ajouté.

« Les députés U.D.F. ont exprimé leur désaccord avec le projet de loi sur la participation de l'Etat dans le capital de Peugeot-Citroën. Ils ont estimé que ce projet était « maximaliste, flou et ruineux ».

« Critiques du P.C. et propositions du P.S. — La commission spéciale de l'Assemblée nationale sur les nationalisations pourrait rendre des amendements. Mais que sur les deux premiers articles du projet, l'opposition a déposé deux cent cinquante demandes d'amendements. La commission, qui le P.S. est majoritaire, les a rejetés, mais à ce rythme, elle devra décaler et pour faire en sorte que le texte puisse être présenté à l'Assemblée le 8 octobre. Jeudi, M. Giscard d'Estaing a critiqué le mode de calcul relatif pour l'indemnisation des salariés, mais il n'a pas cependant maintenu son amendement. Il semble que le P.S. ait l'intention de proposer des amendements sur les articles concernant la « démocratie dans le secteur public » afin de bien préciser que les salariés des entreprises (conseil d'administration, conseil d'atelier, etc.) ne sont que consultés, et servent définitivement à l'information et non à la décision. Les amendements du P.S. ont été rejetés, mais ils ont été maintenus dans le texte de la loi sur la participation de l'Etat dans le capital de Peugeot-Citroën ».

« Le président de la COP (Commissariat des opérations de Bourse), M. Bernard Tricot, a demandé la constitution d'une commission chargée d'étudier les indemnités des sociétés nationalisées. Enrichi par la commission spéciale de l'Assemblée nationale, M. Tricot a déploré l'absence de révisions des articles et de prise en compte des amendements. Il a également déploré le choix du gouvernement de ne pas tenir compte des principes juridiques et de la méthode d'évaluation de ces actifs dans le calcul de l'indemnisation ».

« Le président de la COP (Commissariat des opérations de Bourse), M. Bernard Tricot, a demandé la constitution d'une commission chargée d'étudier les indemnités des sociétés nationalisées. Enrichi par la commission spéciale de l'Assemblée nationale, M. Tricot a déploré l'absence de révisions des articles et de prise en compte des amendements. Il a également déploré le choix du gouvernement de ne pas tenir compte des principes juridiques et de la méthode d'évaluation de ces actifs dans le calcul de l'indemnisation ».

# 1981. L'AUTO-CHAÎNE THOMSON 2X20 W.

## AMPLI.

2 x 20 W max - 4 sorties de haut-parleurs, balances avant/arrière - droite/gauche.

## EGALISEUR.

Graphique à 5 curseurs - 12 dB 0 + 12 dB à 5 fréquences caractéristiques. Réponse en fréquence 60 Hz à 15.000 Hz.

## PLATINE CASSETTE.

Bande métal au chrome - Tête Sennheiser. Ejection automatique en fin de bande et à l'arrêt.

## TUNER.

PO-GO-MF stéréo - affichage digital de fréquences. Recherche automatique avant et arrière - 12 présélections à mémoire.

**THOMSON**  
L'AUTO-CHAÎNE - TOUT INTÉGRÉ.

THOMSON - AUTORADIO. 67, quai Paul Doumer. Courbevoie. Tél. 788.33.33.



هكذا من الأصل

مكنا من الأصل

## AFFAIRES

### Creusot-Loire confirme son projet de fusion avec Framatome

La direction de Creusot-Loire a confirmé, mercredi 30 septembre, qu'elle avait demandé officiellement la fusion de la société avec la filiale Framatome, numéro un de l'industrie nucléaire en France.

Le plan d'investissement élaboré par Creusot-Loire depuis plusieurs mois est, en effet, en accord avec la société. Il comporte plusieurs axes dont, effectivement, la fusion de Creusot-Loire

et de sa filiale Framatome, dont elle détient 86 % (et la C.E.A. 14 %), qui repose sur une logique industrielle et commerciale comme celle financière de l'État. Ce plan, établi en concertation avec la C.E.A., a été présenté aux pouvoirs publics.

Le ministre de l'Industrie a effectivement confirmé avoir été informé de ce projet de fusion, tout en précisant que les pouvoirs publics n'étaient pas à l'origine de cette initiative. Le ministre de l'Industrie a procédé à l'examen de ce projet.

Creusot-Loire connaît de graves difficultés financières. Elle connaît des pertes de 100 millions, qu'elle a été durement touchée par la crise économique et la crise énergétique qui sévit depuis 1979.

Le conseil de la « filiale nucléaire » a toujours été une des préoccupations du P.S. Or dans le programme de nationalisation du président de la République, il n'y a plus de question. L'ensemble, on ne cachait pas, ces derniers temps au gouvernement, que l'État ne saurait se désintéresser de ce secteur sensible.

Le conseil de l'État sur l'ensemble Empain-Schneider-Creusot-Loire peut intervenir de deux façons. « Par le haut », à travers la participation de 35 % que l'État ne saurait se désintéresser de ce secteur sensible. Or celui-ci détient 50 % du capital de Creusot-Loire, 3 % étant dans les mains d'une société du groupe et 47 % dans le public. Certes, les 35 % d'Empain-Schneider ne sont pas des actions, mais des parts de participation.

Le conseil de l'État ne peut pas intervenir de deux façons. « Par le haut », à travers la participation de 35 % que l'État ne saurait se désintéresser de ce secteur sensible. Or celui-ci détient 50 % du capital de Creusot-Loire, 3 % étant dans les mains d'une société du groupe et 47 % dans le public. Certes, les 35 % d'Empain-Schneider ne sont pas des actions, mais des parts de participation.

Le conseil de l'État ne peut pas intervenir de deux façons. « Par le haut », à travers la participation de 35 % que l'État ne saurait se désintéresser de ce secteur sensible. Or celui-ci détient 50 % du capital de Creusot-Loire, 3 % étant dans les mains d'une société du groupe et 47 % dans le public. Certes, les 35 % d'Empain-Schneider ne sont pas des actions, mais des parts de participation.

## AGRICULTURE

### Le Crédit agricole pourrait créer trente mille emplois directs et indirects en 1982

Le Crédit agricole ne sera pas assujéti en 1982 à l'impôt sur les bénéfices au taux normal de 50 %, comme le prévoyait l'avant-projet de budget de M. Fabius. Cette mesure a été retirée « in extremis », mercredi 30 septembre, au conseil des ministres, alors que, la veille, les députés élus de la « banque verte » avaient encore de convaincre Mme Cresson de l'inutilité de cette disposition.

Bassurés par l'arbitrage rendu chez le premier ministre, les responsables de la F.N.C.A. (Fédération nationale du crédit agricole, organe politique qui fédère les caisses régionales) vont proposer un plan portant sur la création, en 1982, de trente mille emplois, soit directement (deux mille environ), soit indirectement.

En 1979, présidents et directeurs de caisses n'avaient guère apprécié la tentative de Mme Barre et Monory de soumettre à l'impôt sur les bénéfices le Crédit agricole, sans négociation préalable. Devant la foudre, le gouvernement de l'époque avait fait machine arrière et la « banque verte » avait obtenu en contrepartie une extension de son champ de compétence.

Les dirigeants du groupe mutualiste avaient observé avec sympathie l'arrivée au pouvoir des socialistes, justement parce qu'ils étaient engagés en faveur de la coopération et de la mutualité. La nomination surprise d'un inconnu à la direction de la Caisse nationale, établissement public, certes, mais qui préside un des plus importants organismes de la coopération, a été perçue comme la limite des prévisions d'accession à la propriété, l'insécurité sur la réforme de l'habitat, ainsi que les sages désignés par M. Barre avaient remis leur rapport à M. Mauroy, l'insécurité devant qu'à l'élaboration des budgets des années 1979 et 1980, étaient saisis de raisons pour faire échouer les responsables de la banque.

L'affaire de la fiscalisation était de nature à les rendre franchement hostiles à tous changements de l'Assemblée générale de la F.N.C.A., prévue le 22 octobre à Montpellier. Manque de tact qui se doublait d'une erreur politique, les dirigeants des caisses régionales se situent plutôt parmi ceux qui réclament l'impôt du chef de l'État, non modifié. Par diverses mesures, en embauchant

## ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ

### DIRECTION FINANCIÈRE SECTION DES CONTRATS EXTÉRIEURS

Extension de la date de clôture de l'appel d'offres n° 1405

A la suite de notre annonce relative à l'appel d'offres n° 1405 concernant la construction d'une centrale électrique thermique de 2 x 150 MW en Syrie du Sud, qui est mentionnée dans le Bulletin quotidien d'appels d'offres officiels n° 3.912 en date du 21 mai 1981.

Vous avez noté qu'il vous était demandé que la date de clôture de l'appel d'offres précité a été reportée au jeudi 3 décembre 1981 et que l'ouverture des offres aura lieu à partir de 10 heures le samedi 5 décembre 1981.

L'Établissement Public d'Électricité prépare quelques explications sur les questions traitées dans l'appel d'offres et enverra ces explications à chacun des acheteurs du dossier sur le sujet.

Le Directeur Général de l'E.P.E.  
Ingénieur R. IDRISS.

### UN ACCORD ENTRE LAFARGE-COPEE ET GENERAL PORTLAND PERMETTRA LA CONSTITUTION DU PREMIER GROUPE CIMENTIER NORD-AMÉRICAIN

Après plus de trois mois de difficiles négociations, le groupe cimentier français Lafarge-Copee et le groupe américain General Portland ont conclu un accord. Le premier lance une offre publique d'achat sur toutes les actions en circulation de la firme américaine. Cet accord sera mis en œuvre par l'intermédiaire d'une filiale du groupe français : Cimense Canada Lafarge, au prix de 47 dollars l'action. Une première offre de rachat, au prix de 45 dollars, a été faite par le conseil d'administration de la General Portland, mais avait été faite pour Lafarge-Copee (le Monde du 3 juillet).

Selon le communiqué qui vient de diffuser Lafarge-Copee, « l'opération sera une fusion ». Ainsi se constitueront un groupe cimentier qui sera le premier du continent nord-américain, avec une production annuelle de 10 millions de tonnes, devant le groupe Lone Star, qui produit 8 millions de tonnes.

Le financement de l'O.P.A. — de l'ordre de 300 millions de dollars (environ 19 milliard de francs) — sera pour partie assuré par Lafarge Canada. Le groupe français, il a notamment augmenté son capital en numéraire. De son côté, le groupe français participe à l'opération à hauteur de la part qu'il détient dans le capital de Lafarge Canada. Il a fait à cette fin des emprunts en devise.

Le conseil de l'État sur l'ensemble Empain-Schneider-Creusot-Loire peut intervenir de deux façons. « Par le haut », à travers la participation de 35 % que l'État ne saurait se désintéresser de ce secteur sensible.

Le conseil de l'État ne peut pas intervenir de deux façons. « Par le haut », à travers la participation de 35 % que l'État ne saurait se désintéresser de ce secteur sensible. Or celui-ci détient 50 % du capital de Creusot-Loire, 3 % étant dans les mains d'une société du groupe et 47 % dans le public. Certes, les 35 % d'Empain-Schneider ne sont pas des actions, mais des parts de participation.

Le conseil de l'État ne peut pas intervenir de deux façons. « Par le haut », à travers la participation de 35 % que l'État ne saurait se désintéresser de ce secteur sensible. Or celui-ci détient 50 % du capital de Creusot-Loire, 3 % étant dans les mains d'une société du groupe et 47 % dans le public. Certes, les 35 % d'Empain-Schneider ne sont pas des actions, mais des parts de participation.

**VOIR**  
Lampadaires biologiques  
lampes de bureau  
spots, appliques  
suspensions  
éclairages  
de tableaux  
d'art-jour.

**READY MADE**  
SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE  
38 et 40, rue Jacob 75006 PARIS tél 260.84.25

## Suivez la route "British" pour 17 villes d'Amérique du Nord.



Les liens étroits qui unissent l'Amérique et la Grande-Bretagne peuvent être très utiles aux Français.

Car maintenant British Airways relie directement Londres à 17 villes nord-américaines. Aucune autre compagnie ne vous en offre autant.

Et pour Londres, il existe des vols très pratiques au départ de Paris-Charles-de-Gaulle.

Partir avec nous pour les USA ou le Canada, c'est vraiment plus agréable et plus commode. Parce qu'il y a de grandes chances que nous allions où vous allez. Dans le style que vous aimez.

Pour découvrir tout ce que nous faisons pour rapprocher l'Europe de l'Amérique, contactez votre Agent de Voyages ou British Airways, tél. 778.14.14.

## ÉNERGIE

### UN COMPTE ÉPARGNE-ÉNERGIE VA ÊTRE CRÉÉ

M. Edmond Hervé, ministre délégué chargé de l'énergie, a présenté la politique gouvernementale, le 1<sup>er</sup> octobre, devant l'Association des journalistes économiques et financiers (A.J.E.F.). Les économies d'énergie, « piliers » essentiels dans le programme du gouvernement, seront soutenues grâce à la création d'un compte épargne-énergie, ouvert aux particuliers. Ils seront distribués à 8 millions de foyers. Des notions d'économie plus sévères, et notamment la mise en place d'un règlement thermique de l'habitat, permettront d'économiser 40 millions de tonnes équivalentes pétrole (tep) en 1990.

Les objectifs du gouvernement à la fin des années 80 sont les suivants (en millions de tep) : charbon (78-80), pétrole (70-75), gaz (51-60), hydroélectricité (14-15), énergies nouvelles (10-16) et nucléaire (60-66).

Sur le charbon, M. Hervé s'est montré d'une extrême prudence en ce qui concerne la production nationale. « Nous essaierons, s'il est dit, de fixer le maximum de charbon national ».

Au-delà des économies d'énergie, la volonté gouvernementale est bien de réorienter les Français et le nucléaire. Pionnier, où l'on a voulu imposer par la force une centrale, a été « un mauvais service rendu au nucléaire ». Le ministre délégué a refusé de préciser la part du programme gouvernemental allouable devant l'Assemblée nationale la semaine prochaine (des députés préféraient une motrice pétrolière du nucléaire), mais en soulignant la cohérence des options choisies. Il a insisté sur le fait que la marge du débat était étroite.

### ELF-AQUITAINE ET TOTAL OBTIENNENT PLUSIEURS PERMIS D'EXPLORATION EN MER DU NORD

Total et Elf-Aquitaine viennent d'obtenir une participation sur onze permis d'exploration en mer du Nord, britanniques de la mer du Nord. Cette adjudication, qui s'achève le 30 septembre, est le résultat de la vente de permis, met fin à une querelle franco-britannique vieille de six mois.

En mars, en effet, Londres avait refusé d'attribuer des permis aux deux compagnies françaises pour les obliger à modifier leur politique d'exploration de gaz. Il s'agissait de contraindre Elf et T.C.F. à renoncer à la mer du Nord, d'ailleurs, dans le « grand collecteur » de la mer du Nord, dont la construction était alors envisagée par le département britannique de l'Énergie. Les compagnies françaises estimaient l'investissement trop élevé (le Monde du 17 mars). L'abandon début septembre du projet de collecteur par les Britanniques a été toutes les raisons de dissension entre le département de l'Énergie et les compagnies françaises.

### Sur les huit premiers mois LES IMPORTATIONS FRANÇAISES DE PÉTROLE ONT DIMINUÉ DE 20 %

Les importations françaises de pétrole ont diminué de 20 % au cours des huit premiers mois de 1981 par rapport à la même période de 1980, mais la facture a, en revanche, augmenté de 13,5 %, passant de 72,1 à 81,8 milliards de francs.

Pour le seul mois d'août, les importations ont baissé de 30 % (8,5 millions de tonnes) par rapport à août 1980. En revanche, le prix du baril de pétrole importé est supérieur de 53,5 % au niveau moyen d'août 1980 avec 1 380 F contre 1 085 F, selon le Bulletin de l'industrie pétrolière.

Depuis le début de l'année, l'Arabie Saoudite a fourni à la France 31,5 % de son pétrole. Le second fournisseur, l'Irak, Doha, n'a livré que 8,84 %.



**HONDA CIVIC**  
Automatique  
ou 5 vitesses  
5 CV  
**JAPALTO**  
Concessionnaire exclusif  
27, av. de la Grande Armée  
Service spécial export T.T.A. - CD - K  
Tél. 500.34.51  
prix TOTAL



## Le Monde de la MUSIQUE

Télérama



Les apaches colonisés par Jim Morrison.

**TELEX PARTAGE**  
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345 21 62

## ÉTRANGER

### L'Irak deviendrait le premier client de Paris au Proche-Orient

Le ministre d'Etat chargé du commerce extérieur, M. Robert se rend à Bagdad, du 3 au 4 octobre, où il présidera les travaux de la commission mixte franco-irakienne. Devant être reçu par M. Saddam Hussein, président de la République, il évoquera à cette occasion la reconstruction du centre nucléaire de Tammuz.

La balance commerciale française, traditionnellement très déficitaire du fait des achats de pétrole irakien (- 19 367 millions de francs en 1980), est devenue excédentaire au cours du premier semestre 1981 (+ 1 287 millions de francs). Ce renversement est dû à une très forte réduction des subventions de brut, mais aussi à une sensible progression des exportations françaises.

#### Risque financier

An cours des trois dernières années, l'Irak a été le deuxième fournisseur pétrolier de la France, derrière l'Arabie Saoudite. Alors que les achats de brut représentaient presque 23,5 millions de tonnes l'an dernier (24,4 millions en 1979), ils ont brutalement chuté (1,2 million de janvier à mai) depuis le déclenchement de la guerre irako-iranienne, ne représentant que moins de 3 % de l'approvisionnement global.

Pour leur part, les exportations françaises, qui avaient augmenté de 50 % en 1979 et de 35 % en 1980, ont progressé de 51 % durant les six premiers mois de cette année (+ 181 % pour les seules ventes agro-alimentaires). L'Irak, second client de la France (troisième fournisseur de ce pays après le Japon et l'Allemagne de l'Est) au Proche-Orient, pourrait en devenir le premier à la fin de 1981.

Cette évolution est due à l'extension des contrats signés par les entreprises françaises : 26,3 milliards de francs en 1980 dont 15 milliards dans le domaine civil, contre 5,4 milliards en 1979. Dans ce domaine l'Irak a privilégié l'environnement (Arabie Saoudite (8,4 milliards) et l'U.R.S.S. (4,5 milliards)).

Un net renouveau de la signature de contrats civils a toutefois été enregistré depuis le début de l'année, leur montant ayant atteint respectivement 3 milliards de francs, même s'ils portent sur le fournisseur d'équipements industriels aux dépens de la construction et du génie civil.

La raison est aussi que le marché irakien représente maintenant le premier risque financier de la France dans le monde. Les secours s'élevaient fin mai à près de 27 milliards de francs - dont 17 milliards à titre civil - précédant les 25 milliards enregistrés à l'égard de l'U.R.S.S.

### L'AUTRICHE CONNAÎT UN NOMBRE RECORD DE FAILLITES

L'Autriche risque de connaître en 1981 une année record pour les faillites, du moins depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les services officiels ont recensé durant les huit premiers mois de l'année 1981, 1 000 faillites de sociétés, contre 800 en 1980.

Pour sa part, le secteur global des entreprises a enregistré 14,6 milliards de chiffre d'affaires, soit 5,5 milliards de plus que de janvier à août 1980. Enfin, les faillites d'entreprises ont entraîné des pertes d'emploi pour 14 000 salariés, contre 7 000 pour les huit premiers mois de l'an dernier.

### Le déficit des échanges de la Pologne avec la France a doublé en un an

La commission intergouvernementale de coopération économique franco-polonaise s'est tenue à Paris, les 29 et 30 septembre, sous la présidence de M. Obodowski, vice-président du conseil des ministres de Pologne, et M. Robert, ministre d'Etat chargé de commerce extérieur. Il s'est agi d'examiner les moyens de relancer des échanges marqués à la fois par une sensible diminution et un déséquilibre croissant.

De janvier à juillet 1981, le commerce extérieur franco-polonais a diminué de 10 %, en raison d'une forte baisse (- 27 %) des exportations de la Pologne vers la France, qui ont représenté 1 231 millions de francs. Cette baisse a surtout touché les matières premières énergétiques, plus particulièrement le charbon (à - 60 %) qui représentait, en 1980, environ 40 % du total des ventes polonaises vers la France.

Pendant cette même période, les exportations françaises vers la Pologne se sont maintenues, s'établissant à 2 205 millions de francs, si bien que l'excédent pourrait atteindre 2 milliards en 1981 (974 millions pour les sept premiers mois). Le double de celui enregistré en 1980. Toutefois leur composition s'est nettement modifiée, se concentrant pour plus des deux tiers sur les produits agro-alimentaires, les céréales (2,4 millions de tonnes pour le campagne 1980-1981, 1,2 million en 1981-1982) et la viande. Pour le reste, la France, qui fournit 15 % du marché polonais, n'a livré que des produits nécessaires au fonctionnement de l'économie (semi-produits sidérurgiques, chimiques et textiles).

Dans le domaine financier, le gouvernement français avait, le 5 août, décidé de réduire, et dans certains cas de supprimer, les acomptes payables par Varsovie sur les livraisons de céréales, de produits agro-alimentaires et de semi-produits industriels.

### AUX ÉTATS-UNIS

### Le plafond de la dette publique est porté au-dessus de 1 000 milliards de dollars

Washington (A.F.P. Agf.). La dette publique des États-Unis pourra dépasser désormais la barre fatidique des 1 000 milliards de dollars. Après un débat passionné en raison de sa signification symbolique, le Sénat américain a finalement voté, dans la nuit du 29 au 30 septembre, en faveur de l'augmentation du plafond de la dette publique de l'État fédéral, déjà approuvé par la Chambre des représentants. Ce plafond, qui avait dépassé le milliard lors de la seconde guerre mondiale, passe ainsi, à la requête du département du Trésor, de 985 milliards de dollars à 1 079 milliards, soit l'équivalent de 4 694 dollars par Américain.

Le vote du Sénat, soigné par 64 voix contre 34, permet au gouvernement d'emprunter l'argent dont il aura besoin pour payer ses factures pendant l'année financière qui commencera le 1<sup>er</sup> octobre. Il autorise à effectuer l'émission de bons du Trésor qu'il avait dû, par une mesure inattendue, repousser, le 28 septembre, à une date ultérieure. L'État fédéral, dont la dette atteignait déjà 978,77 milliards de dollars, ne pouvait pas dépasser le plafond fixé par le Congrès pour financer son budget.

Depuis 1975 - elle était alors de 533 milliards de dollars - la dette publique a doublé. Le service de cette dette a, lui, triplé, passant de 33 milliards à environ 108 milliards en 1981, absorbant ainsi 3,4 % du produit national brut (3,1 % en 1980).

### SELON LA DRESNER BANK

### Les charges salariales américaines sont parmi les plus élevées du monde industrialisé

La revalorisation du dollar s'est traduite pour l'industrie américaine par un retour en tête de peloton des dépenses salariales par tête de salarié. Les coûts salariaux les plus élevés du monde industrialisé sont ceux qui concernent les charges salariales, estime la Dresner Bank. Selon une étude de cette banque, les charges salariales horaires (salaires et charges annexes) représentaient en 1980 (sur la base d'un cours moyen de 1,82 mark pour 1 dollar) quelque 18,20 DM aux États-Unis et 23,40 DM en République fédérale. En revanche, à la fin du premier semestre 1981 (sur la base de 2,40 marks pour 1 dollar), ces charges salariales horaires aux États-Unis 26,20 DM contre 24,80 DM en R.F.A.

À titre indicatif, les experts de la banque précisent que les charges salariales horaires se chiffrent fin juin à 28 DM en Suède, à 25,60 en Belgique, 23 aux Pays-Bas, 20 en Italie et 17,10 en France. Les « termes rouges » étant la Grande-Bretagne avec 16,50 et l'Espagne avec 15,80.

Toutefois, poursuit la Dresner Bank, la compétitivité exacte des entreprises allemandes doit se mesurer en fonction des coûts salariaux par unité de produit : sur cette base, Britanniques et Italiens viennent en tête avec respectivement des surcoûts de 23 % et 19 % par rapport à la R.F.A. Les coûts salariaux les plus faibles sont légèrement inférieurs aux Pays-Bas et aux États-Unis, tandis qu'en France ces coûts sont plus faibles de 10 %. Les Japonais étant les plus favorisés avec des coûts de 20 % moins élevés qu'en R.F.A. (Agf.).

Les commandes américaines de machines-outils se sont accrues de 9,9 % en août, mais demeurent inférieures de 4,70 % par rapport à leur niveau d'août 1980. Selon l'association des constructeurs, ces commandes ont atteint 213,9 millions de dollars contre 194,5 millions en juillet et 224,4 millions en août 1980. Les livraisons de machines-outils, elles, se sont élevées à 328,2 millions de dollars en août contre 367,1 millions en juillet et 310,9 millions en août 1980. Fin août, les commandes en carnet représentaient 3,54 milliards de dollars - assurant neuf mois de travail aux constructeurs - en diminution de 2,8 % sur juillet et de 28,6 % sur août 1980. - (A.F.P. Agf.).

**Avec le TGV, en 3H26\*, les Parisiens peuvent aller au cœur de St-Etienne pour 167F.\*\***

Paris-Saint-Etienne. Réservation incluse.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions couple, famille, vermeil	
1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>
247 F**	167 F**	128 F**	88 F**



TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

\* Meilleur temps de parcours en service d'été 1981-82, 21 h 49 mn 00 s.  
\*\* Plus de 100 km supérieurs aux autres pour le TGV courant aux heures de pointe. Réservez précocement dans les gares et les agences de voyages.

**15 RUE DIEU 75010 PARIS**  
**MISE EN VENTE AU PUBLIC**  
**15.000 TAPIS D'ORIENT**  
**DE PREMIER CHOIX**

POUVANT ÊTRE VENDUS À LA PIÈCE OU PAR LOTS entièrement faits main en laine, laine et soie, soie naturelle IRAN, URSS, ROUMANIE, PAKISTAN, TURQUIE, AFGHANISTAN, INDE, KASHMIR, CHINE, etc...  
Le plupart des Tapis, ont bénéficié de la SUSPENSION DES DROITS DE DOUANE  
Le prix A PARTIR DE 100 Frs - CREDIT GRATUIT et immédiat sur demande  
chaque tapis est accompagné de son CERTIFICAT D'ORIGINE et de sa photo détachée à l'exportation  
La vente aura lieu tous les jours DIMANCHE INCLUS de 10 h à 20 h dans les entrepôts du :  
COMPTOIR FRANCE ORIENT  
15 rue Dieu 75010 PARIS  
Métro : République  
Tél. : 239.32.00 - Tél. 680.669  
VENTE PAR LOTS AUX PROFESSIONNELS sur justification de leur commerce

سكنا من الأمل



SOCIAL

Pologne  
un an

TRÈS IMPORTANT RECUL  
DE LA C.S.L.  
CHEZ CITROËN (Reims) :

— 30 %

(De notre correspondant.)  
Reims. — Les élections professionnelles qui se sont déroulées dans les deux usines Citroën de Reims, le 30 septembre, pour le premier collège (ouvriers), ont été caractérisées par une augmentation du taux de participation (88,5 % contre 78,5 % en septembre 1980) et par un très net tassement de la Confédération des syndicats (C.S.L.) (56,27 % des suffrages exprimés contre 66,66 %), qui obtient ainsi six sièges de moins sur dix-neuf sièges de députés du personnel ouvrier.

La C.F.D.T. a obtenu, quant à elle, sept sièges (contre six en septembre 1980) et la C.G.T. multiple par trois son score de sept sièges (contre deux en septembre 1980).

Après la première tour, les vingt-cinq bureaux de vote ont répertorié dans les deux usines Citroën de Reims, faubourg d'Alsace, 100 % de participation, tout au long de la journée, de la part des inspecteurs du travail, d'inspecteurs de la sécurité, de la part des représentants du personnel, de la part des représentants du personnel, de la part des représentants du personnel.

Les résultats : 11 577 : C.S.L. (56,27 %) ; C.G.T. (23,46 %) ; C.F.D.T. (18,27 %) ; F.O. (2,00 %) ; F.I.L. (0,99 %) ; F.I.C. (0,99 %).

Les résultats : 11 577 : C.S.L. (56,27 %) ; C.G.T. (23,46 %) ; C.F.D.T. (18,27 %) ; F.O. (2,00 %) ; F.I.L. (0,99 %) ; F.I.C. (0,99 %).

Les résultats : 11 577 : C.S.L. (56,27 %) ; C.G.T. (23,46 %) ; C.F.D.T. (18,27 %) ; F.O. (2,00 %) ; F.I.L. (0,99 %) ; F.I.C. (0,99 %).

Les résultats : 11 577 : C.S.L. (56,27 %) ; C.G.T. (23,46 %) ; C.F.D.T. (18,27 %) ; F.O. (2,00 %) ; F.I.L. (0,99 %) ; F.I.C. (0,99 %).

Les résultats : 11 577 : C.S.L. (56,27 %) ; C.G.T. (23,46 %) ; C.F.D.T. (18,27 %) ; F.O. (2,00 %) ; F.I.L. (0,99 %) ; F.I.C. (0,99 %).

Les résultats : 11 577 : C.S.L. (56,27 %) ; C.G.T. (23,46 %) ; C.F.D.T. (18,27 %) ; F.O. (2,00 %) ; F.I.L. (0,99 %) ; F.I.C. (0,99 %).

Les résultats : 11 577 : C.S.L. (56,27 %) ; C.G.T. (23,46 %) ; C.F.D.T. (18,27 %) ; F.O. (2,00 %) ; F.I.L. (0,99 %) ; F.I.C. (0,99 %).

Les résultats : 11 577 : C.S.L. (56,27 %) ; C.G.T. (23,46 %) ; C.F.D.T. (18,27 %) ; F.O. (2,00 %) ; F.I.L. (0,99 %) ; F.I.C. (0,99 %).

Les résultats : 11 577 : C.S.L. (56,27 %) ; C.G.T. (23,46 %) ; C.F.D.T. (18,27 %) ; F.O. (2,00 %) ; F.I.L. (0,99 %) ; F.I.C. (0,99 %).

Les résultats : 11 577 : C.S.L. (56,27 %) ; C.G.T. (23,46 %) ; C.F.D.T. (18,27 %) ; F.O. (2,00 %) ; F.I.L. (0,99 %) ; F.I.C. (0,99 %).

Les résultats : 11 577 : C.S.L. (56,27 %) ; C.G.T. (23,46 %) ; C.F.D.T. (18,27 %) ; F.O. (2,00 %) ; F.I.L. (0,99 %) ; F.I.C. (0,99 %).

Les résultats : 11 577 : C.S.L. (56,27 %) ; C.G.T. (23,46 %) ; C.F.D.T. (18,27 %) ; F.O. (2,00 %) ; F.I.L. (0,99 %) ; F.I.C. (0,99 %).

CONFLIT A LA FNAC-FORUM

35 h 45 ou 34 h 45 ?

Conflit « exemplaire » à la FNAC-Forum, à Paris, où une partie des quatre cent trois employés observent depuis une semaine l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. à une grève de débrayage et de grèves, qui entraînent certains jours, la fermeture préventive du magasin.

On s'en est persuadé, tant du côté des syndicats, qui tentent d'arracher la semaine de trente-cinq heures, que du côté de la direction du groupe FNAC-Forum, qui ne cesse pas d'entreprendre des actions pour son entreprise sociale, à son bénéfice.

Il avait été convenu, en juin dernier, que la direction ferait des concessions pour réduire la semaine de travail, qui était de trente-cinq heures et dix minutes, à trente heures, mais que la direction ne s'engageait pas à réduire la semaine de travail à trente heures.

Le 1<sup>er</sup> octobre, la direction a annoncé qu'elle ne réduisait pas la semaine de travail à trente heures, mais qu'elle réduisait la semaine de travail à trente heures.

Le 2<sup>o</sup>, la direction a annoncé qu'elle ne réduisait pas la semaine de travail à trente heures, mais qu'elle réduisait la semaine de travail à trente heures.

Le 3<sup>o</sup>, la direction a annoncé qu'elle ne réduisait pas la semaine de travail à trente heures, mais qu'elle réduisait la semaine de travail à trente heures.

Le 4<sup>o</sup>, la direction a annoncé qu'elle ne réduisait pas la semaine de travail à trente heures, mais qu'elle réduisait la semaine de travail à trente heures.

Le 5<sup>o</sup>, la direction a annoncé qu'elle ne réduisait pas la semaine de travail à trente heures, mais qu'elle réduisait la semaine de travail à trente heures.

C.F.D.T. assument l'occasion pour déclencher un mouvement. Aujourd'hui, la direction propose au 1<sup>er</sup> février 1982, sept heures et dix minutes, soit trente-cinq heures quarante-cinq minutes.

Les syndicats ont répondu, au 1<sup>er</sup> janvier, trente-cinq heures et dix minutes, soit trente-cinq heures quarante-cinq minutes.

La direction a répondu, au 1<sup>er</sup> février, trente-cinq heures et dix minutes, soit trente-cinq heures quarante-cinq minutes.

Les syndicats ont répondu, au 1<sup>er</sup> mars, trente-cinq heures et dix minutes, soit trente-cinq heures quarante-cinq minutes.

La direction a répondu, au 1<sup>er</sup> avril, trente-cinq heures et dix minutes, soit trente-cinq heures quarante-cinq minutes.

Les syndicats ont répondu, au 1<sup>er</sup> mai, trente-cinq heures et dix minutes, soit trente-cinq heures quarante-cinq minutes.

La direction a répondu, au 1<sup>er</sup> juin, trente-cinq heures et dix minutes, soit trente-cinq heures quarante-cinq minutes.

Les syndicats ont répondu, au 1<sup>er</sup> juillet, trente-cinq heures et dix minutes, soit trente-cinq heures quarante-cinq minutes.

M. MENU (C.G.C.) : les cadres sont sacrifiés à la solidarité nationale.

M. Jean Menu, président de la Confédération française de l'encadrement (C.F.E.), s'est déclaré « mécontent » à l'issue d'une conférence de presse du 30 septembre, avec le premier ministre.

En matière fiscale, dit-il, « les cadres sont livrés aux fureurs du sacrifice de la solidarité nationale, comme à l'époque ». Le directeur porte sur « les grands groupes qui veulent former un front de lentes de la politique économique ».

M. Menu regrette que le gouvernement ait accepté de participer au conseil national pour le développement industriel, à la mission sur l'emploi, et à la commission qui prépare la réforme de l'école.

Enfin, le C.G.C. critique le gouvernement en ce qu'il a accepté de participer au conseil national pour le développement industriel, à la mission sur l'emploi, et à la commission qui prépare la réforme de l'école.

Le C.G.C. critique le gouvernement en ce qu'il a accepté de participer au conseil national pour le développement industriel, à la mission sur l'emploi, et à la commission qui prépare la réforme de l'école.

Le C.G.C. critique le gouvernement en ce qu'il a accepté de participer au conseil national pour le développement industriel, à la mission sur l'emploi, et à la commission qui prépare la réforme de l'école.

Le C.G.C. critique le gouvernement en ce qu'il a accepté de participer au conseil national pour le développement industriel, à la mission sur l'emploi, et à la commission qui prépare la réforme de l'école.

LES SYNDICATS  
DES « FINANCES »  
ET LE DÉMÉNAGEMENT

Le syndicat F.O. des fonctionnaires du ministère des Finances, dans un communiqué, le projet annoncé par le président de la République lors de sa conférence de presse du 30 septembre, de démanteler le ministère des Finances, a été qualifié de « décision d'urgence ».

Le syndicat F.O. des fonctionnaires du ministère des Finances, dans un communiqué, le projet annoncé par le président de la République lors de sa conférence de presse du 30 septembre, de démanteler le ministère des Finances, a été qualifié de « décision d'urgence ».

Le syndicat F.O. des fonctionnaires du ministère des Finances, dans un communiqué, le projet annoncé par le président de la République lors de sa conférence de presse du 30 septembre, de démanteler le ministère des Finances, a été qualifié de « décision d'urgence ».

Le syndicat F.O. des fonctionnaires du ministère des Finances, dans un communiqué, le projet annoncé par le président de la République lors de sa conférence de presse du 30 septembre, de démanteler le ministère des Finances, a été qualifié de « décision d'urgence ».

Le syndicat F.O. des fonctionnaires du ministère des Finances, dans un communiqué, le projet annoncé par le président de la République lors de sa conférence de presse du 30 septembre, de démanteler le ministère des Finances, a été qualifié de « décision d'urgence ».

Le syndicat F.O. des fonctionnaires du ministère des Finances, dans un communiqué, le projet annoncé par le président de la République lors de sa conférence de presse du 30 septembre, de démanteler le ministère des Finances, a été qualifié de « décision d'urgence ».

Le syndicat F.O. des fonctionnaires du ministère des Finances, dans un communiqué, le projet annoncé par le président de la République lors de sa conférence de presse du 30 septembre, de démanteler le ministère des Finances, a été qualifié de « décision d'urgence ».

Le syndicat F.O. des fonctionnaires du ministère des Finances, dans un communiqué, le projet annoncé par le président de la République lors de sa conférence de presse du 30 septembre, de démanteler le ministère des Finances, a été qualifié de « décision d'urgence ».

A l'imprimerie Georges-Lang

DES MESURES  
DE CHOMAGE PARTIEL

A l'imprimerie Georges Lang, M. Pesant, l'administrateur provisoire, a annoncé lors de la dernière réunion du comité d'entreprise, mercredi 30 septembre, les mesures de chômage partiel qui doivent, selon lui, entrer en vigueur dès le lundi 5 octobre.

Le Syndicat du Livre C.F.D.T. ne pense pas que cette mesure soit de celles qui affaiblissent le plan global de relance et d'investissement à plus ou moins long terme. Elle approuve, en revanche, la garantie des heures perdues à 70 % du salaire.

Le Syndicat du Livre C.F.D.T. ne pense pas que cette mesure soit de celles qui affaiblissent le plan global de relance et d'investissement à plus ou moins long terme. Elle approuve, en revanche, la garantie des heures perdues à 70 % du salaire.

Le Syndicat du Livre C.F.D.T. ne pense pas que cette mesure soit de celles qui affaiblissent le plan global de relance et d'investissement à plus ou moins long terme. Elle approuve, en revanche, la garantie des heures perdues à 70 % du salaire.

Le Syndicat du Livre C.F.D.T. ne pense pas que cette mesure soit de celles qui affaiblissent le plan global de relance et d'investissement à plus ou moins long terme. Elle approuve, en revanche, la garantie des heures perdues à 70 % du salaire.

Le Syndicat du Livre C.F.D.T. ne pense pas que cette mesure soit de celles qui affaiblissent le plan global de relance et d'investissement à plus ou moins long terme. Elle approuve, en revanche, la garantie des heures perdues à 70 % du salaire.

Le Syndicat du Livre C.F.D.T. ne pense pas que cette mesure soit de celles qui affaiblissent le plan global de relance et d'investissement à plus ou moins long terme. Elle approuve, en revanche, la garantie des heures perdues à 70 % du salaire.

Le Syndicat du Livre C.F.D.T. ne pense pas que cette mesure soit de celles qui affaiblissent le plan global de relance et d'investissement à plus ou moins long terme. Elle approuve, en revanche, la garantie des heures perdues à 70 % du salaire.

Le Syndicat du Livre C.F.D.T. ne pense pas que cette mesure soit de celles qui affaiblissent le plan global de relance et d'investissement à plus ou moins long terme. Elle approuve, en revanche, la garantie des heures perdues à 70 % du salaire.

MONNAIES

LES RÉSERVES DE DEVISES  
DE LA BANQUE DE FRANCE  
ONT DIMINUÉ

DE 8,6 MILLIARDS DE FRANCS

Les réserves de devises de la Banque de France ont enregistré une brutale contraction au cours du 2<sup>e</sup> semestre 1981, elles ont diminué de 8,6 milliards de francs, passant de 32 milliards de francs pour le 30 septembre à 23,4 milliards de francs pour le 30 septembre.

Les réserves de devises de la Banque de France ont enregistré une brutale contraction au cours du 2<sup>e</sup> semestre 1981, elles ont diminué de 8,6 milliards de francs, passant de 32 milliards de francs pour le 30 septembre à 23,4 milliards de francs pour le 30 septembre.

Les réserves de devises de la Banque de France ont enregistré une brutale contraction au cours du 2<sup>e</sup> semestre 1981, elles ont diminué de 8,6 milliards de francs, passant de 32 milliards de francs pour le 30 septembre à 23,4 milliards de francs pour le 30 septembre.

Les réserves de devises de la Banque de France ont enregistré une brutale contraction au cours du 2<sup>e</sup> semestre 1981, elles ont diminué de 8,6 milliards de francs, passant de 32 milliards de francs pour le 30 septembre à 23,4 milliards de francs pour le 30 septembre.

Les réserves de devises de la Banque de France ont enregistré une brutale contraction au cours du 2<sup>e</sup> semestre 1981, elles ont diminué de 8,6 milliards de francs, passant de 32 milliards de francs pour le 30 septembre à 23,4 milliards de francs pour le 30 septembre.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

La nomination d'un administrateur provisoire chez Armand Thierry-Dubouché (A.T.D.), directeur des grands magasins de la rue de la Harpe, à Paris, a été annoncée le 30 septembre.

La nomination d'un administrateur provisoire chez Armand Thierry-Dubouché (A.T.D.), directeur des grands magasins de la rue de la Harpe, à Paris, a été annoncée le 30 septembre.

La nomination d'un administrateur provisoire chez Armand Thierry-Dubouché (A.T.D.), directeur des grands magasins de la rue de la Harpe, à Paris, a été annoncée le 30 septembre.

La nomination d'un administrateur provisoire chez Armand Thierry-Dubouché (A.T.D.), directeur des grands magasins de la rue de la Harpe, à Paris, a été annoncée le 30 septembre.

La nomination d'un administrateur provisoire chez Armand Thierry-Dubouché (A.T.D.), directeur des grands magasins de la rue de la Harpe, à Paris, a été annoncée le 30 septembre.

La nomination d'un administrateur provisoire chez Armand Thierry-Dubouché (A.T.D.), directeur des grands magasins de la rue de la Harpe, à Paris, a été annoncée le 30 septembre.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	10 OCT	11 OCT	12 OCT	13 OCT
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	14 OCT	15 OCT	16 OCT	17 OCT	18 OCT
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	19 OCT	20 OCT	21 OCT	22 OCT	23 OCT
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	24 OCT	25 OCT	26 OCT	27 OCT	28 OCT
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	29 OCT	30 OCT	31 OCT	1 NOV	2 NOV
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	3 NOV	4 NOV	5 NOV	6 NOV	7 NOV
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	8 NOV	9 NOV	10 NOV	11 NOV	12 NOV
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	13 NOV	14 NOV	15 NOV	16 NOV	17 NOV
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	18 NOV	19 NOV	20 NOV	21 NOV	22 NOV
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	23 NOV	24 NOV	25 NOV	26 NOV	27 NOV
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	28 NOV	29 NOV	30 NOV	1 DEC	2 DEC
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	3 DEC	4 DEC	5 DEC	6 DEC	7 DEC
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	8 DEC	9 DEC	10 DEC	11 DEC	12 DEC
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	13 DEC	14 DEC	15 DEC	16 DEC	17 DEC
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	18 DEC	19 DEC	20 DEC	21 DEC	22 DEC
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	23 DEC	24 DEC	25 DEC	26 DEC	27 DEC
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

	28 DEC	29 DEC	30 DEC	31 DEC	1 JAN
\$ S.-U.	5,4525	5,5350	+ 80	+ 100	+ 120
£ S.-U.	2,0600	2,0700	+ 10	+ 20	+ 30
DM S.-U.	2,3650	2,3800	+ 15	+ 25	+ 35

TGV  
PARIS-GRENOBLE

Une erreur s'est glissée dans le texte sur le temps de parcours Paris-Grenoble dans l'édition parue dans le Monde daté du 2 octobre 1981. Il fallait lire « 4 h. 11 », meilleur temps de parcours au service d'hiver 1981-1982 — 3 h. 31 min en 1983.

AVIS FINANCIERS  
DES SOCIÉTÉS

DOCKS DE FRANCE

Le Ministère des Finances, lors de sa séance du 30 septembre 1981, a décidé de réduire de 10 % les tarifs de port de marchandises à destination de la France, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1981.

Le Ministère des Finances, lors de sa séance du 30 septembre 1981, a décidé de réduire de 10 % les tarifs de port de marchandises à destination de la France, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1981.

Le Ministère des Finances, lors de sa séance du 30 septembre 1981, a décidé de réduire de 10 % les tarifs de port de marchandises à destination de la France, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1981.

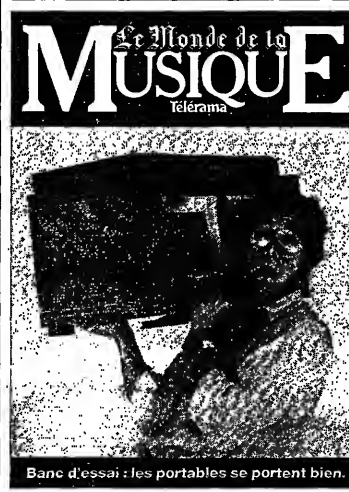
Le Ministère des Finances, lors de sa séance du 30 septembre 1981, a décidé de réduire de 10 % les tarifs de port de marchandises à destination de la France, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1981.

Le Ministère des Finances, lors de sa séance du 30 septembre 1981, a décidé de réduire de 10 % les tarifs de port de marchandises à destination de la France, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1981.

Hilton International s'installe à Strasbourg.

Les hôtels de luxe Hilton International sont partout dans le monde. Aujourd'hui, nous fêtons la naissance de l'un d'eux à Strasbourg. Découvrez le en savourant la cuisine de ses deux restaurants. La Maison du Bœuf pour les connaisseurs, le Jardin pour les amateurs de détente, deux endroits de charme pour apprécier la cuisine d'Alsace et une merveilleuse carte de spécialités françaises. Cadre élégant pour l'un, collation à toute heure dans un décor gai et amusant pour l'autre. Vous retrouvez là, un service soigné qui agrémentera votre séjour. Après Hilton Paris et Orly, voici un Hilton dans une des régions de France qui le méritait depuis longtemps.

HILTON INTERNATIONAL STRASBOURG  
Avenue Hermannschmidt - 67000 Strasbourg - Tél. (088) 37.01.01 - Télex 890.363 Hilton.



# SOCIAL

## « Sans relance économique, on ne pourra pas financer la politique sociale »

nous déclare M. Jean Bornard, secrétaire général de la C.F.T.C.

Voici le texte de l'interview que nous a accordée M. Bornard, secrétaire général de la C.F.T.C.

« Le climat social, depuis le milieu septennaire, est marqué par un grand calme. Selon vous, pourquoi ? »

« A la C.F.T.C., nous percevons deux raisons à cet égard d'attention. D'abord, le gouvernement avait annoncé beaucoup de mesures, après que les premières eurent été bien accueillies : SMIC, prestations sociales, etc. Les salariés sont dans l'attente. Ils attendent la suite qui sera donnée aux avancées promises. En second lieu, il y a une certaine inquiétude devant la dégradation incontestable de la situation économique avec le chômage et l'inflation mais, en même temps, tout le monde a conscience de la gravité de cette situation générale et chacun s'interroge sur les moyens d'action efficaces à trouver. »

« Y a-t-il véritable concertation avec le gouvernement ? »

« Il faut plutôt parler de consultation que de concertation. Le gouvernement s'est beaucoup informé. Nous avons été assistés de demandes de tous les ministères. Sur les questions de l'énergie, de la Sécurité sociale, des droits syndicaux, etc., on en est encore à la phase de préparation. Une seule exception, les nationalisations. Sur ce dernier point, nous avons constaté avec intérêt que le gouvernement avait retenu notre formule sur la composition tripartite des conseils d'administration. »

« Pour apprécier dans quelle mesure le gouvernement s'est entendu avec les syndicats sur les autres dossiers, il faut encore attendre. Tous leurs avis ne sont d'ailleurs pas convergents. Nous constatons aussi que les discussions, par exemple lorsqu'il s'agit de la Sécurité sociale, ne sont pas sur des bases sérieusement chiffrées par le gouvernement. Autre exemple, les discussions sur la politique énergétique : le ministre responsable n'a pu nous dire quels crédits seraient déboursés ; il nous a même lancé cette remarque : « L'impact économique de l'opération est-il bien votre affaire ? »

« Vous venez de parler des nationalisations. Voulez-vous concourir à résoudre le chômage ? »

« La C.F.T.C. a toujours dit que l'extension des nationalisations se lui paraissait pas le meilleur moyen de maîtriser l'économie. L'Etat a déjà en main toute une série de le-

viens. Il se peut qu'un certain nombre de travailleurs soient dans les nationalisations la garantie de l'emploi et la progression vers des statuts sociaux plus avancés. »

« Mais, prenez le cas de Rhône-Poulenc, où des licenciements sont envisagés. On peut se demander si la nationalisation va empêcher la restructuration nécessaire. On peut néanmoins espérer que, dans des secteurs plus centralisés, il y ait des plans plus globaux pour traiter de l'emploi. Les restructurations n'en resteront pas moins inévitables. En poussant davantage la réforme de l'entreprise, on aurait pu obtenir des résultats plus précis qu'avec cette extension du secteur nationalisé. D'autant, et c'est notre gros sujet d'inquiétude, qu'on a parlé des nationalisations avant de savoir ce qu'on allait en faire. Il en résulte dans certains secteurs industriels et dans celui de la banque un manque d'orientation qui nous paraît extrêmement dangereux pour les entreprises. Dans la période actuelle, une parenthèse de trois, six mois ou plus - on nous dit que certaines définitions de l'évolution des salaires sur le P.I.B. et sur l'évolution de la productivité, qui n'étaient pas des bases inflationnistes. »

« Dans le secteur nationalisé, cette année, seuls les Charbonnages sont encore couverts par un accord. Certes, deux protocoles viennent d'être signés dans la fonction publique. Mais d'abord, nous avions entendu le ministre, M. Le Pors, affirmer que de tels accords n'étaient pas à fait normaux et que le dernier mot devait rester au gouvernement. Que va-t-il se passer, à présent, à l'E.G.P. et à la S.N.C.F. ? »

« Dans le secteur privé, nous avons eu mal à faire à réviser les barèmes de salaires, ne serait-ce que pour suivre l'évolution des prix. Il y a quelques accords, tels que celui de l'Etat. Mais le patronat est crispé. Pourtant il n'y a pas d'autre voie que de poursuivre le dialogue. »

« Nous demandons la création de centres de concertation, d'observation de la productivité, notamment au niveau des branches pour mettre de la rationalité dans les politiques sociales. Nous avançons un autre élément en cas de conflit : le retour aux procédures de médiation, en leur redonnant un peu de lustre, quand les gens n'arrivent pas à se mettre d'accord. La grève est difficile mais nous voulons franchement qu'elle soit respectée. Néanmoins, dans les circonstances actuelles, l'intervention d'un médiateur ferait connaître ce qui est possible, équilibré. »

« Partager le travail ? »

« Pour vaincre le chômage, ne comptez-vous pas davantage sur la relance économique que sur le partage du travail disponible ? »

« Non, il faut les deux. Le levier numéro un est la relance. Mais en travaillant une nouvelle croissance, à partir de l'effort décentralisé que nous venons d'évoquer. Sans relance économique, on ne pourra financer la politique sociale : nouveaux emplois, indemnisation du chômage, sécurité sociale. D'autre part, nous sommes prêts à partager le travail : retraites prises plus tôt, réduction des horaires, etc. »

« Ce partage peut-il s'accompagner d'une diminution des ressources de chaque salarié ? »

« Il serait difficilement réalisable de demander aux salariés de réduire leur niveau de vie. En revanche, la solidarité doit jouer. Notre récent conseil fédéral a transmis à nos organisations la consigne de donner la priorité à des formes de réduction de la durée de travail susceptible de créer des emplois, de préférence à des progressions de pouvoir d'achat. Il n'est pas réaliste de prétendre l'abandon de toute compensation salariale en cas de compression des horaires. Mais, dans les progrès à réaliser, plutôt que de rechercher l'amélioration du pouvoir d'achat, il faut rechercher la diminution du temps de travail pour en donner à ceux qui n'en ont pas, de façon à éviter que ce pays se coupe en deux, entre les gens dont le niveau de vie continue de monter et la file de chômeurs qui s'allonge. »

« Quelle est l'attitude du patronat dans les négociations en cours sur l'aménagement du temps de travail ? »

« Le démarage est difficile, laborieux. Il y a un certain malaise avec les P.M.E. Il serait grave que l'accord général mis au point après deux ans et demi de négociations n'arrive pas à se concrétiser dans les branches. Là encore, il faut faire preuve d'imagination pour arriver à concilier les impératifs économiques et les aspirations sociales, et la solidarité dans ce domaine. »

« Acceptez-vous le travail le samedi et le dimanche pour donner des emplois à ceux qui en ont besoin ? »

« Cela a été un point très discuté. L'esprit d'initiative a fait défaut mais on a accepté des repos tournants samedi-dimanche ou dimanche-lundi. L'utilisation des équipements ne doit pas être un prétexte. Il y a quelques années, le patronat a signé avec la C.F.T.C., l'O.C.T. et la C.G.C. un accord sur les conditions de travail selon lequel on restreindrait le plus possible le recours au travail de nuit et le dimanche. On ne peut revenir là-dessus. Mais il conviendrait de ne pas être trop absolu. Une conception de la vie familiale sans quoi il serait porté atteinte à la qualité de la vie. »

« De nombreuses consultations ont eu lieu sur les divers problèmes de la Sécurité sociale. Qu'en pensez-vous ? »

« La Sécurité sociale, c'est vraiment un monde et on ne sait pas toujours par quel bout aborder ces différents problèmes. Pour la retraite, les orientations avancées par le gouvernement nous paraissent positives. Mais nous n'avons pas eu d'indica-

tion claire. Mme Quessieux ne nous a rien dit sur le montant de la retraite. »

« Et sur le financement des régimes spéciaux ? »

« Pour le moment, on nous a posé une série de questions mais le ministère n'a donné aucune orientation. »

« D'accord pour un effort des salariés ? »

« Et vous, que proposez-vous pour réajuster les budgets de la Sécurité sociale ? »

« Nous avons des propositions sur les recettes comme sur les dépenses. Côté recettes, nous sommes conscients de la nécessité de les renforcer. La C.F.T.C. a toujours dit qu'elle ne refusait pas d'envisager un certain effort, y compris des salariés étant donné la valeur qu'elle attache à la Sécurité sociale. Nous savons que les majorations de cotisations décidées ces dernières années font approcher l'effort d'un certain nombre de salariés mais cela n'a pas empêché de créer ou de développer des systèmes parallèles de protection sociale. Le problème d'un seul à ne pas dépasser doit donc être examiné sérieusement. On ne peut pas augmenter inconsidérément les cotisations, mais nous sommes prêts à envisager un effort des salariés à certaines conditions, dans la mesure notamment où l'Etat n'est pas à se consacrer dans les branches. Là encore, il faut faire preuve d'imagination pour arriver à concilier les impératifs économiques et les aspirations sociales, et la solidarité dans ce domaine. »

« Quels enseignements tirez-vous de votre récent voyage en Pologne ? »

« Les contacts que j'ai eus avec les membres de Solidarité lors de leur congrès ont été bouleversants. Ils ont révélé l'enthousiasme des Polonais pour l'expérience qu'ils vivent. Et en même temps ont accru mon inquiétude tant il y a de contradiction entre cette poussée de liberté et un système politique très rigide. Ce qui se passe en Pologne démontre la faillite du collectivisme généralisé, les dangers que fait courir la conception d'un syndicalisme lié au pouvoir. Les actions des Polonais nous confortent dans notre volonté de renforcer un syndicalisme indépendant fondé sur une économie où l'Etat joue un rôle important sans toutefois, sur une société qui donne la priorité à l'homme et aux notions de liberté et de responsabilité. »

Propos recueillis par JOANNE ROY et JEAN-PIERRE DUMONT.

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE SÉLECTION**  
**HEBDOMADAIRE**  
spécialement destinée  
à ses lecteurs  
résidant à l'étranger  
Exemplaire supplémentaire sur demande

**LE MONDE**  
qui chaque jour a la passion  
des salaires des salariés  
et des problèmes  
vous y trouverez peut-être  
**L'APPARTEMENT**  
que vous recherchez

**ODOUL**  
**Garde-meubles**  
208 10-30  
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

**CELINE**  
"Men"  
3, avenue Victor-Hugo  
58, rue de Rennes

**Prix Kodak de la Critique Photographique 1981**

Depuis 1976, ce prix est allé à des artistes aujourd'hui reconnus. C'était là, leur première grande reconnaissance. Cette année encore, des artistes seront découverts, révélés, lancés par ce prix d'un montant de 40 000 F. Et pour l'occasion qu'organise la Fondation Kodak-Pathe. Pour concourir, les photographes français ou étrangers (mais résidant en France), doivent demander dès maintenant les dossiers de candidature à Kodak-Pathe, département des Relations Publiques, 8/20 rue Villot - 75012 PARIS. Les photographes devant nous parvenir avant le 15 octobre 1981.

**FONDATION KODAK-PATHE**

**A VOUS POUR UNE SEMAINE.**



**Mercedes-Benz à la Grande Cascade du Bois de Boulogne du 1<sup>er</sup> au 11 octobre; en venant essayer le 2 octobre, les Mercedes 82, vous avez une chance de gagner une Mercedes 300 D en prêt pour une semaine.**

**Mercedes-Benz**

مكتبة الأصل





